



Le module enragé

journal du personnel de Paris VII

numéro 2
février 1975

SOMMAIRE

	PAGES
Sommaire.....	3
L'idée du groupe femme est née... (Muriel-Michèle).....	4
O femmes, trois fois femmes... (Michelle).....	5-6
Document sur les améliorations des conditions de travail subventionnées par les grévistes.....	7-8
Les effets rétroactifs de la grève.....	9-10
Et le fric, où en est-ce ?	10
A propos d'un reclassement. (Alain Geismar).....	11-12
J'avais l'intention d'écrire... (Nicole D.).....	13-14
Excursion au pays des rats. (Rirette).....	15
Espèce de réponse aux copains clarifiés. (Annie).....	16-17
N'importe quoi... (Jean-Claude).....	18
Magouille-blues. (Jacques).....	19 à 21
L'engagement... physique. (un physicien).....	22 à 40
Essai sur un thème connu : le Polyeucte de Corneille.....	41-42
Le courrier.....	42
L'évolution d'un vieil anarchiste libertaire.....	43
A bientôt.....	44

L'idée du groupe femme est née de la nécessité de se retrouver pour essayer de voir quels types d'action pouvaient être menées sur la faculté.

Pendant la grève, nous nous croisions et nous nous retrouvions pour discuter du mouvement. La grève a été un des facteurs qui a permis aux femmes de ressentir une fois de plus leur oppression. N'oublions pas que le comité de grève, de par la situation des femmes (charge d'enfants pour la plupart d'entre elles et certains blocages) a été composé presque uniquement de "leaders" hommes. Souvent nous n'osions exprimer nos désaccords ou nos propositions.

Par ailleurs, dans tous les secteurs, le plus souvent les postes de responsabilité sont occupés par des hommes, ce qui montre une fois de plus l'oppression que les femmes subissent. Cette situation sociale est partagée et ressentie par nous toutes. Il nous est donc apparu nécessaire de se retrouver dans un cadre où nous puissions nous exprimer librement sans la crainte d'être jugées et de pouvoir échanger nos expériences à la fois de travail et de vie. C'est à partir de cet échange sur notre situation commune qu'il nous sera possible de sortir de notre isolement et de nous faire entendre.

Lors de la première réunion de femmes, nous nous sommes retrouvées une trentaine, très heureuses d'être ensemble. De nombreuses propositions ont été faites :

- créer un relais sur la faculté pour traiter des problèmes de la contraception et de l'avortement, car pouvoir disposer librement de son corps et avoir les enfants que nous désirons, c'est déjà un pas essentiel vers l'affirmation de nos revendications de femmes.
- nécessité d'une commission d'enquête sur la situation de la femme dans son lieu de travail pour étudier comment s'exerce sur elle l'oppression de la direction.
- nécessité d'une information approfondie sur nos droits en tant que femme et en tant que travailleuse. La méconnaissance de ces droits nous placent très souvent en position de faiblesse et d'infériorité.
- L'idée d'une crèche pour les enfants du personnel a été lancée. une enquête très large reste à faire pour en voir l'utilité.
- une salle et une bibliothèque contrôlées par notre groupe semblent indispensables pour nous permettre de nous retrouver et de poursuivre nos activités.

Pour que nous constituions une force, il faut que le mouvement s'étende, il faut changer les rapports entre nous : avoir le maximum de disponibilité pour s'écouter entre nous et écouter les revendications des autres femmes, se garder des prises de pouvoir personnel pour imposer une idée qui ne sera pas forcément reprise par l'ensemble d'entre nous, attitude qui conduit inévitablement à des divisions et à l'affaiblissement de notre mouvement.

Le groupe s'adresse à toutes les femmes qui travaillent à Jussieu quelque soit leur âge et leur appartenance ou pas à un syndicat.

MURIEL - MICHELE

Pour prendre contact : Muriel poste 3021 - Michèle poste 5615

- 1 : !!!... ggrgr... mmes !
- 2 : Quoi ?... comment ,?
- 1 : ...hummum... un ggr... de mmmem...
- 2 : Mais parles plus fort... je comprends rien de ce que tu dis...
- 1 : Ecoutes, enlèves ton bonnet.. tes oreilles le cachent... Je te dis qu'il y a un grgroupe de fff...mes ...
- 2 : un groupe de quoi...?
- 1 : Un groupe de femmes...
- 2 : Comme ça ...?
- 1 : Oui, Madame... comme ça, c'est original.. hein ?
- 2 : Et qu'est-ce qu'il a l'intention de faire.. ce groupe de...
- 1 : oh, bien ça... ça dépendra des femmes qui viendront...
- 2 : Et de quoi va-t-il s'occuper ce groupe de...
- 1 : Ecoutes, on s'est dit comme ça...
- 2 : Qui ça, "ON" ?
- 1 : Ben les premières femmes qui se sont rencontrées, mais ne t'inquiètes pas... il n'y aura pas de cartes numérotées...
- 2 : C'est pas un parti, quoi ?
- 1 : non, non, mais si il y a des femmes qui sont dans des partis, elles peuvent toujours venir... bref, on s'est dit comme ça que l'on pourrait parler de tout..
- 2 : de tout ?
- 1 : oui... pas de sujet tabou, que si il y avait des femmes qui avaient envie de parler chiffons, de cuisine, de leurs amours ou de leurs enfants, et bien on ne les empêcherait pas de parler... .
- 2 : ça va être le bor... désordre...
- 1 : Pourquoi l'idée de liberté vaguement introduite, ô combien, par une envie de parler sans contraintes engendre-t-elle presque immédiatement chez beaucoup de gens l'idée de désordre... tu as eu en même temps un mot encore plus significatif sur les lèvres.. un mot qu'en tant que femme, je me sentirais gênée d'utiliser... Il est vrai que dans un bordel ce sont en général des femmes qu'on utilise.
- 2 : Tu exagères toujours...

- 1 : Si tu appelles réfléchir aux mots qu'on emploie "exagérer"... tu vois, de ça aussi on pourra parler...
- 2 : Mais pas que de ça ...
- 1 : non, non, ne t'inquiètes pas... d'autant plus qu'on aura pas beaucoup de temps... les femmes qui travaillent...
- 2 : Ah ! parce que ce seront des femmes qui travaillent ?
- 1 : Oui, et qui travaillent à Jussieu, et qui travaillent à Jussieu pas en tant qu'étudiantes ou professeuses mais en tant qu'administratives ou techniciennes ou femmes de service, c'est clair ?...
- 2 : Et on ne va que "parler" ?
- 1 : Si on y arrivait vraiment, ce serait déjà pas mal, mais il y aura sans doute des femmes que l'action dérange qui proposeront des trucs... je ne sais pas, moi, certaines ont parlé de planning "familial", d'autres, d'une enquête sur les conditions de travail des femmes de Jussieu, d'autres de s'organiser pour les enfants... enfin plein de trucs... c'est pas les idées qui manquent, et plus il y aura de femmes, ~~il y aura~~ plus il y aura d'idées intéressantes...
- 2 : oui... faut voir. C'est quand la prochaine réunion ?
- 1 : en principe, et pour l'instant, c'est le lundi, à midi, au troisième étage de la Tour centrale, mais si jamais, ça changeait, on peut appeler provisoirement Michelle au poste 56.37.
- 2 : bon... à la prochaine...

DOCUMENT SUR LES AMELIORATIONS DES CONDITIONS DE TRAVAIL
SUBVENTIONNEES PAR LES GREVISTES.

Vous imaginiez peut-être que la dénonciation des grévistes avait procuré un débouché inespéré aux accès flicomaniaques des chefs de service, et qu'ils s'étaient défoulés pour un moment. Mais voyez comme la délation devient vite une seconde nature; on savait bien que la médecine du travail prédispose à ce genre d'activité, mais la lecture du document suivant vous donnera un aperçu du type d'amélioration des conditions de travail (financée avec l'argent des grévistes) qu'on peut attendre de nos cheffillons. Pour une meilleure compréhension du texte, précisons que le misérable module qui fait en sorte que "1500 à 2000 personnes restent inconnues des médecins" (brrr, ça fait froid dans le dos !) a été gréviste...

Voici d'abord la note de Belot, puis la réponse qu'il a reçue...

LE SECRETAIRE GENERAL
JN N° 104

PARIS, le 25 novembre 1974

NOTE AUX CHEFS DE SERVICE

Je vous rappelle que parmi les objectifs définis lors de la réunion du 22 novembre figurait en première place l'amélioration des conditions de travail.

Je vous demande en conséquence de me faire parvenir pour le 12 décembre un rapport sur les conditions générales de travail dans votre service, ainsi que les solutions, par ordre d'urgence, qu'en accord avec les personnels vous souhaiteriez voir adoptées.



Claude Belot

deux missions du service médical

UNIVERSITÉ PARIS VII

SERVICE MÉDICAL

Tour 54 - Rez-de-chaussée
2, Place Jussieu
Tél.: 336.25.25 - Poste 61-04
75221 PARIS CEDEX 05

annoncer
la couleur.

~~BOUCHEES DES ANS SUR LES~~
SUJETS QUI LE CONCERNENT. (Poniatowski)

V/Réf JR N° 914

Monsieur BELOT
Secrétariat Général Paris VII

Paris, le 4 décembre 1974

Monsieur,

Votre circulaire récente demande les améliorations éventuelles concernant les conditions générales de travail. Le problème essentiel concernant le service médical est celui la réalisation du fichier administratif propre au service comportant une fiche pour chaque membre du personnel, avec son adresse dans l'Université et à son domicile. Notre secrétaire Madame XXXX* a obtenu quelques listes de certaines UER, avec les adresses uniquement professionnelles d'ailleurs, mais elle n'a pas recueilli la totalité d'entre elles. Je lui ai demandé à diverses reprises de se rendre au service du personnel pour recopier les listes, avec l'accord de Madame Boudoube que j'ai entretenu de ce sujet, personnellement, en janvier 1974, mais ce travail n'a pas été réalisé. Aussi, actuellement, les membres du personnel convoqués pour la visite obligatoire sont d'environ 2.200 à 2.400 (le chiffre 2000 a été atteint vers juillet 74 cf le rapport sur le service médical, lors de la réunion concernant le bilan commun en juillet. Le reste du personnel, c'est à dire, 1500 à 2000, d'après les indications données, reste inconnu des médecins, si bien que les convocations actuelles concernent une deuxième visite médicale pour les membres du personnel déjà examinés en 74, alors que près de la moitié encore du personnel n'a pas pu être convoquée en raison de cette carence du secrétariat.

Si j'attire votre attention sur ce fait, c'est qu'un certain nombre de membres de l'Université ignore encore l'existence et le mode de fonctionnement du service médical; ils peuvent émettre auprès de vous des plaintes dont je vous donne ainsi l'explication.

Restant, à votre disposition, je vous prie de recevoir l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

* bien entendu, le nom
figure en toutes lettres
dans l'original

Madame EFTHYMIU

(Pour des raisons techniques, nous avons retapé ce texte, scrupuleusement, virgules et grâce du style comprises. Mais nous tenons le document à la disposition de ceux qui, comme le redoute cette brave dame, "ignorent encore le mode de fonctionnement du service médical". Nous sommes heureux d'avoir pu contribuer au partage de l'information par où, selon Alliot, passe celui du pouvoir...)

PARIS VII

LES EFFETS RÉTROACTIFS DE LA GRÈVE

Paris, le 31 JAN. 1975

AG/RS/ST/ 35

OBJET : RVERSEMENT SUR SALAIRE

Mademoiselle,

Veillez trouver sous ce pli un ordre de reversement
n° 138, d'un montant de 795,91 F, correspondant aux traitements que
vous avez indûment perçus.

Je vous serais reconnaissante de procéder au rever-
sement de **cette somme** dans les plus brefs délais :

- soit par virement postal
C.C.P. PARIS 91 37 39
AGENCE COMPTABLE DE L'UNIVERSITE PARIS VII
- soit par chèque bancaire
établi à l'intitulé ci-dessus ;

vous voudrez bien indiquer sur votre titre de paiement les références portées
sur l'ordre de reversement ci-joint.

Si vous estimez que cet ordre de reversement n'est
pas justifié, ou que le montant en est erroné, je vous invite à vous mettre
en rapport avec le bureau des traitements :

tél. 325.00.49 poste 367

Je vous prie d'agréer, *Mademoiselle*, l'expres-
sion de ma considération distinguée.

L'Agent Comptable
marguerite
marguerite dubois

LES EFFETS RETROACTIFS DE LA GREVE...

On aurait voulu ne plus parler de la grève d'Octobre-Novembre, mais

l'Administration de Paris VII fait preuve d'une tendance marquée à la mode rétro (et même rétrogradations...); elle a la rancune tenace et de la suite dans les idées : on sait que les retenues ont été poursuivies en décembre et janvier pour les grévistes qui avaient miraculeusement, mais pas pour longtemps échappé au flicage des chefs de service. Il s'agissait de la mesure de haute bienveillance annoncée par Alliot (à l'instigation de Lelong, ex-ministre des P et T), concernant l'étalement des retenues de salaire. Lelong ayant été remercié, Alliot se croit de nouveau tout permis. Le document ci-joint vous convaincra, si besoin est, que l'étalement des retenues à la mode Paris VII, c'est pas de la tarte! Le 6 février une camarade du personnel dont les jours de grève de novembre avaient déjà été retenus, a reçu cet ordre de reversement, se montant à la somme modique de 795,91 F sur un salaire de 1469,65 F*, à exécuter dans les plus brefs délais.

Sur ce magnifique exemple de libéralisme, rappelons à nos inamovibles têtes à claques, que nous vouons une haine sans limite à ceux dont la mesquinerie, la vindicte, le mépris nous accablent, et qui, en plus, nous condamnent aux nouilles à perpétuité...

* DERNIERE NOUVELLE Ce cas n'est pas unique : on vient d'apprendre qu'une autre camarade a également reçu un ordre de reversement concernant le mois d'octobre (coût : 1697,86 F, soit un mois de salaire). De mieux en mieux...

ET LE FRIC, OU EN EST-CE ?

Paragraphe destiné aux ex-grévistes qui s'intéressent encore à la question. La relève de la précédente commission-fric a été assurée par trois personnes à l'issue d'une A.G. qui s'est tenue juste avant les vacances de Noël, au moment où nous apprenions que certains grévistes qui n'avaient pas jusque là été décomptés comme tels, allaient avoir leur salaire retenu. Ceci devant toucher une vingtaine de personnes selon les informations que nous avions, il est apparu nécessaire de demander à chaque ancien gréviste de reverser la somme de 100 F pour permettre de garantir un fonds de grève susceptible de rembourser les grévistes nouvellement retenus.

Pour le reversement, le critère principal retenu pendant l'A.G. est le suivant : ne reverser du fric, en tout cas dans un premier temps, qu'aux grévistes qui se sont solidarisés financièrement pendant la grève.

La nouvelle commission-fric a donc commencé à procéder aux reversements de la façon suivante :

-calcul de l'allocation à laquelle chaque gréviste avait droit en fonction des critères utilisés depuis le début -de 1100 F à 1300 F par mois, ou 20 F par jour pour les grévistes n'ayant pas fait un mois de grève.

-vérification de ce qui a été versé par chaque gréviste à l'ancienne commission-fric et qui doit correspondre au salaire moins cette allocation.

-reversement du fric maintenant retenu par Paris VII au vu du bulletin de paie sur lequel cette retenue est opérée.

En dernière nouvelle, on a appris que d'autres grévistes avaient reçu des ordres de reversement de l'agent comptable pour "sommes indûment perçues" (il ne s'agit même plus de retenues sur salaires !). La collecte de fric reste donc nécessaire, et les anciens grévistes qui n'ont pas reversé les 100 F sont priés de le faire le plus vite possible (Michèle 24-34, 2^e, porte 07).

Les retenues sur salaire devant pour certains grévistes être opérés jusqu'en avril, on aura l'occasion de continuer dans le journal le bilan sur le travail de la nouvelle commission-fric.

Michèle.

A PROPOS D'UN RECLASSEMENT

Il paraît que des organisations syndicales s'intéressent à ma situation administrative. Je me permets de relever au passage qu'il est notoire que cet intérêt ne s'est pas manifesté aux époques où les gouvernements s'ingéniaient à m'en priver..

Il y aurait, sussure-t-on, passe droit, et l'idée chemine au point que d'aucuns, par sympathie, se croient obligés de penser - voire de dire - que dans ce cas exceptionnel ce ne serait que juste, raisonnement dangereux à mon sens.

QU'EN EST-IL ?

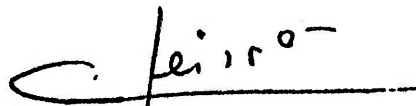
- . En Décembre 1971, je suis nommé par arrêté présidentiel sur un poste II-A, 1er échelon.
- . En Janvier 1972 cet arrêté est suspendu, puis cassé par le recteur et le ministre.
- . En Février 1974 le Tribunal Administratif annule les mesures ministérielles.
- Conclusion, l'arrêté est valable, je suis en II-A 1er échelon et, Statuts de Paris VII obligent, six mois plus tard j'ai droit à reclassement; je le demande.
- . En Janvier 1975, découverte que ceci est bloqué par un arrêté de Mars 1974 imputant mon poste en T.IV, ce qui ne correspond pas à mes diplômes, ni à l'arrêté de 1971 toujours valable, et est dû soit à une erreur soit à une solution de facilité administrative.

12

. En demandant rectification je pense être dans mon bon droit.
Quand à la validation des années antérieures, elle est
conforme à la pratique du C.N.R.S. quand il s'agit de la
même discipline de recherche, bien que le statut C.N.R.S.
soit sur ce point moins souple que celui de Paris VII.

Voilà, alors, Messieurs les chercheurs de passe-droit,
bonsoir !

15 Janvier 1975

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Geismar', written over a horizontal line.

Alain GEISMAR

P.S.- Si mon cas vous intéresse, demandez-vous plutôt ce que
devient depuis sept mois ma demande de réintégration
comme enseignant après la loi d'amnistie.

J'avais l'intention d'écrire, peut-être pas un bilan, mais du moins quelques réflexions sur la grève. J'avais l'intention... Mais après la dernière A. G. Je bilan je transforme mon intention en réalité. J'ai été tellement écoeurée par ce bilan, que je ne peux plus faire autrement que d'écrire ce que je pense (de certains points précis évoqués lors de ce dernier bilan et de la grève en général).

Je pensais que ces réunions de bilans allaient servir à faire le point sur la grève et que je pourrais poser des questions sur des points pour moi obscurs (par exemple le syndicalisme) et que nous pourrions en discuter. Malheureusement ces réunions n'ont servi qu'à chercher un coupable à tout prix et à chaque réunion le coupable était différent suivant la personne qui accusait.

Sur la grève :

Je n'ai pas très bien compris la première A. G. qui a décidé de la grève. Après maintes discussions nous étions tous d'accord, y compris la C. G. T., que le cas de B. B. était un licenciement déguisé. Un copain vient à parler de B. K. licenciée après 5 mois $\frac{1}{2}$ et alors qu'elle avait une promesse d'emploi signée par Belot. Un délégué C. G. T. a pris la parole pour expliquer que cela n'était pas la même chose et que si les deux cas étaient associés, il n'était plus d'accord pour participer au mouvement. L'A. G. a décidé, à l'unanimité, qu'effectivement les deux cas étaient différents. Cette unanimité m'a complètement déroutée et j'avoue ne rien avoir compris à ce vote. Mais étant donné que certains grévistes voulaient défendre à tout prix l'unité à l'intérieur de l'A. G. et étant donné la menace de la C. G. T. de se retirer si les deux cas étaient associés... y aurait-il un lien ? Mais, si ce lien existe, cela veut dire que l'A. G. a préféré "sacrifier" une licenciée à l'Unité (apparente). Qu'est-ce que l'Unité ? Était-elle à défendre à tout prix.

L'attitude de la C. G. T. :

Avec un acharnement remarquable, la C. G. T. (un dirigeant syndiqué de P. VI non gréviste, mais les syndiqués de P. VII grévistes n'ont pas protesté) à chaque A. G. proposait : maintien de B. B. dans ses fonctions jusqu'à la création d'une commission. A chaque A. G. cela était rejeté par les grévistes à une large majorité pour le maintien de B. B. dans ses fonctions. Cette commission proposée par la C. G. T. aurait pu et aurait voté la mutation de B. B. La mutation d'arbitraire serait devenue officielle. Donc officialisons les licenciements et taisons nous ! Pendant l'A. G. du lendemain même proposition de la C. G. T., même contre proposition, même vote, même résultat et ceci pendant plus de quinze jours. Lorsque certains grévistes essayaient de dénoncer l'attitude de la C. G. T. immédiatement hurlements, accusations d'anti syndicalisme, injures etc... Alors qu'effectivement il fallait dénoncer cette attitude. Les A. G. insupportables, à mon avis, étaient inévitables puisqu'à l'intérieur de l'ensemble des grévistes il y avait au moins deux tendances politiques complètement divergentes. Il fallait bien que ces divergences s'expriment jusqu'à l'éclatement inévitable.

Le non fonctionnement du comité de grève :

Que le comité de grève n'est pas dirigé la grève, pour moi ni tant pis ni tant mieux. Ce qui importe, ce sont les A. G. L'A. G. est souveraine. Mais que le comité de grève qui a été élu par une A. G. soit dans les faits inexistant me semble grave. Le comité représente l'A. G. des grévistes et est mandaté par celle-ci sur des points précis. Qu'un comité de grève mandaté par l'A. G. sur le maintien de B. B. dans ses fonctions se permette devant la direction de négocier une vague histoire de commission me semble inadmissible. Personnellement j'ai décroché de la grève toute la semaine qui a entouré ces fameuses "négociations". (ce qui n'était sûrement pas la solution).

Les commissions :

Pour moi, les commissions, tout comme le comité de grève, sont reliées à l'A. G. Il me semble logique qu'aucune commission n'agisse à côté des A. G. et que chaque décision prise à l'intérieur de la commission en soit référée à l'A. G. exemple de la commission fric. C'est pour cette raison que les tracts, en général, étaient rédigés par des personnes désirant participer à la rédaction (ce qui me semble correcte). Je ne vois pas pourquoi il serait revenu à la commission popularisation de rédiger tous les tracts. (On l'aurait à ce moment accusée de monopoliser la grève) C'est également pour cette raison qu'il n'y a pas eu que la commission fric qui a fait des collectes. Pourquoi chaque commission aurait-elle eu un travail très défini ?

Je pense que les commissions ont été créées pour que les idées partent d'elles et par efficacité (il est plus facile de s'exprimer etc....). Je trouve assez dommage que nous n'ayons pas abordé des problèmes tels que non séparation travail manuel, travail intellectuel. Je trouve regrettable que lorsque nous avions un tract à tirer, immédiatement nous nous adressions aux personnes spécialistes (souvent la même). Je trouve tout aussi regrettable d'entendre : "combien de ramettes de papiers ? 2 ou 3 ? combien de dactylos ? 1 ou 2 ? Bof 2, il y a beaucoup à taper".

Je trouve également "dommage" que certains ex-grévistes se soient réunis en secret pour la création d'un journal.... (après la grève)

Je regrette que l'accusation de "magouilleur" soit intervenue dès qu'une personne prenait la parole (pour les personnes organisées, c'était l'organisation politique qui magouillait). Il n'y a jamais eu de débats francs entre les différentes tendances politiques. J'avoue y avoir souvent perdu mon latin !

Il ne me semble pas avoir fait une grande ou une petite grève, une vraie ou fausse grève, une grève ronde ou triangulaire..... Nous avons fait grève pour les revendications que nous croyons justes.

Nicole D

P. S. Je n'avais pas compris pourquoi Alliot avait dénoncé Assadi au procureur de la république. Des grévistes m'avaient expliqué, que de cette façon, Alliot voulait diviser les grévistes entre eux. Effectivement, mais je ne comprends pas pourquoi Alliot a risqué le faire un faux uniquement pour cette raison?(il n'était pas certain que son "coup" réussisse).

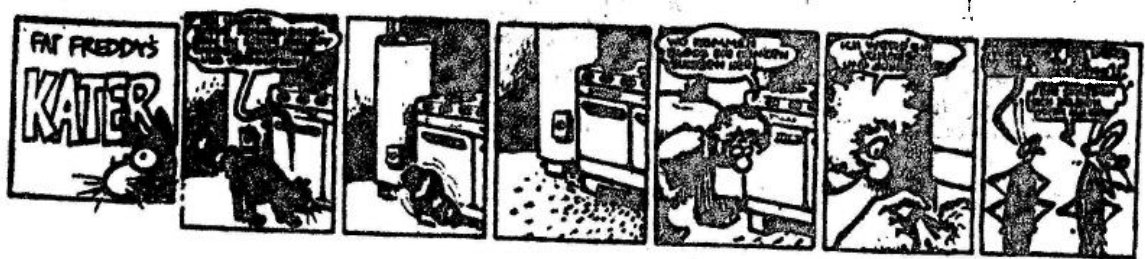
je vais enfoncer ces cafards de cuisine dans leur trou et les exterminer!

d'où sortent donc tous ces cafards?

je vais les gazer et les ramasser

ça n'est pas interdit par la convention de Genève?

ils se font plus de mal qu'à nous



EXCURSION AU PAYS DES RATS.

Un jour que, par hasard, je passais rue de la Sorbonne, je décidai d'entrer au laboratoire de psychologie sociale de Paris VII.

Les employés de ce laboratoire, quelques mois plus tôt, avaient fait grand tapage dénonçant l'insalubrité de leurs locaux de travail, parlant d'humidité, de rats, de cafards, d'oxyde de carbone, de vermine et de promiscuité.

Les caves froides, sombres et humides ont un je ne sais quoi d'attirant qui fait rêver de vieilles bouteilles. Je rêvais donc de bon vin, de toiles d'araignées, de cinéma fantastique, vision un peu romantique.

La visite m'a ramenée à une vision plus terre à terre de la réalité. Les locaux sont étouffants, pas d'air, pas de fenêtres, lumière artificielle, entassement sinistre de chaises, de bureaux, de papiers poussiéreux ne sentant même pas le moisi. Ça c'est le rez-de-chaussée juste après la sortie du travail.

Si de plus il faut supporter la présence de ceux qui travaillent là, on doit respirer une atmosphère de haine, question espace vital.

Le sous-sol est pire, plafond très bas, odeur d'isolant brûlé, de liquide photographique. L'estomac se serre, pas d'émotion, mais de réaction au manque d'air et à l'odeur.

J'ai vu aussi les rats annoncés dans les tracts, non pas de ces charmantes souris en liberté que j'imaginai montrant leur museau à la sortie d'un trou, mais deux malheureuses souris d'expérience en cage sentant très mauvais, le laboratoire en attendait soixante* autres. On peut imaginer l'odeur des soixante souris se mêlant dans le sous-sol à celle du laboratoire photo et des isolants électriques.

L'intimité des locaux n'a rien de sécurisant. On y a plutôt peur de mourir écrasé, brûlé ou emmuré et quotidiennement c'est sûrement supporter son, sa ou ses voisins de travail qui est le plus difficile. S'il n'y a pas de dépressions nerveuses dans le laboratoire c'est que la psychologie sociale adoucit les moeurs.**

On m'a dit que des déprimés-nerveux, justement, il y en avait eu. Quant aux autres, on sait que ce sont des gens à problèmes, ils font la grève.

Rirette

* soixante treize ! N.B. les cafards que tu n'as pas vus sont dans un bocal à cornichons sur mon bureau, je les collectionne parce que ça peut servir. (Annie)

** BOF !!

espèce de réponse aux copains clarifiés.

...ah la la, ça commence
bien, bravo, conti-
nuez, vous ne vou-
lez pas qu'on vous
aide? ça c'est



"I don't know how you people expect ever stop
the war if you can't sing better than that..."

Country Joe McDonald

(Je ne sais pas comment vous espérez arrêter la
guerre un jour, si vous n'êtes pas foutus de chan-
ter mieux que ça).

politique,
chapeau,
vous n'en
avez pas
d'autres
du
même
jus?

Les copains du GPFRP (groupe pour une force révolutionnaire du personnel) ont rédigé leur bilan (copieux!) sur la grève; étant donné quelques divergences coriaces sur le fond, je ne crois pas que ça servirait à grand'chose (et puis ça prendrait de la place...) de répondre point par point à leur analyse. Je me contenterai, après lecture attentive, de poser cette question : "Les masses existent-elles ?...je ne les ai pas rencontrées".(x) Il est en effet souvent question des masses dans ce texte, celles que nous n'avons pas ralliées, ni drainées, ni converties, bref les masses à qui nous avons manifesté un "mépris total". Je demande publiquement pardon aux masses, et promets d'aller vite fait, bien fait me renseigner pour savoir qui sont les masses à Jussieu, parce que ce n'est pas précisé dans le texte en question.

Autre indice de mon peu d'éveil politique : je demande s'il est vraiment indispensable de recourir à ce vocabulaire martial qui me hérissé le poil, quand je lis : "l'ennemi Belot", dans un premier temps, je trouve ça rigolo, et puis je commence à fantasmer qu'un jour les masses seraient bien capables de me demander d'aller réveiller "l'ennemi Belot" au petit matin blême pour abrégé ses problèmes collabo-syndicaux; alors je le dis tout de suite, je le dis d'avance aux masses : ce jour-là je ne serai pas là, je me ferai faire un certificat de complaisance, s'il reste quelques complaisants, sinon, bah je ne sais pas, en tout cas, j'aurai averti les masses des limites de ma disponibilité.

Un point qui me paraît positif dans les projets des copains du GPFRP : la nécessité qu'ils éprouvent de "s'ancrer dans la réalité du personnel". Ils semblent avoir déjà progressé dans cette voie, puisqu'ils se résignent désormais à écrire "per-

(x) Moi, j'ai même rencontré des masses politisées....

sonnel ATOS". Je suppose qu'ils ont réussi à décoder ce sigle composé d'initiales de catégories professionnelles (qu'est-ce que je suis didactique quand je m'y mets...), c'est moins marquant que le mousquetaire ATHOS, mais faut pas s'attendre à ce que la réalité du personnel soit vraiment flippante ou rocambolesque. Ancrons-nous, ancrons-nous. Pour ne pas dégoûter complètement les copains, je m'obstine à penser qu'on peut toujours compter sur l'Administration et ses conneries pour mettre un peu d'animation, signalons en particulier Vignerou ou Oblin qui sont pleins de ressources en ce domaine.

Pour finir, je remercie chaudement nos camarades d'avoir compris que, le pouvoir, on n'en a rien à foutre de le prendre. Même s'il est pour le moins hâtif de déduire de cette proposition liminaire qu'on est disposés à subir sans piper le pouvoir en place, nous n'avons jamais envisagé de nous substituer aux oppresseurs du jour, pour, à notre tour et grâce à des méthodes identiques, imposer notre Juste Ligne (qui est d'ailleurs un peu de traviole parce qu'on a des résistances à s'aligner), je sais mieux que personne ce qui est bien pour moi, je ne prétends pas savoir mieux que mon voisin de palier ce qui est bien pour lui. (Pour répondre au commentaire de Michel, je reconnais volontiers que les masses ne semblent pas s'être concentrées sur mon palier, auquel cas j'aurais bien fini par les rencontrer. Je préfère quand même qu'on convienne d'un autre lieu de rendez-vous, les masses et moi, parce que ça ne m'enchant pas tellement de risquer de trébucher dessus sans m'en rendre compte à chaque fois que je mets ma clef dans la serrure, je me ferais encore accuser de piétiner les masses, après les avoir méprisées, ça représente un degré dans l'escalade "allié objectif etc", je finirais par me vexer).

Qu'il soit donc clair que nous ne visons nullement à "renverser le pouvoir", mais à tout benoîtement le détruire.

Annie

N ' I M P O R T E Q U O I

Tu sais les plafonds qui sont recouverts d'amiante sont peut-être cancérogènes et provoqueraient une maladie due à l'amiante.

La Commission d'Hygiène et Sécurité est passée et ils ont juste constaté. N'empêche qu'un prof a pris sur des crédits de recherche le fric nécessaire pour badigeonner les plafonds afin que cette poussière ne retombe pas.

Moi je ne veux pas crever au boulot pour l'Etat, surtout avec la paye qu'il nous donne.

Bien sûr la plupart des profs s'en fouttent. Quand on est payé entre 7 000 F et 10 000 F on peut bien faire quelques heures de travail. Surtout en plus de leurs salaires de misère, ils font de la recherche. Ça paie ; ça paie quand ils font des études pour le privé (en chimie ils travaillent pour des sociétés de parfums ou de lessives par exemple).

Ces messieurs ont même un journal maintenant et au service du peuple en plus. Au service d'Alliot, de Marchais et de Devèze. Vous savez celui qui a été exclu par la section locale du S.G.E.N. parce que devant Benoit, il aurait approuvé Alliot d'avoir appelé les flics pour chasser les grévistes de la faim au cours de la grève du nettoyage.

Bien sûr il n'y a pas qu'eux qui s'expriment dans le journal de Paris 7, il y a aussi nos dirigeants syndicaux (mis à part ceux de la C.F.D.T.)

Jean - Claude

MAGOUÏLE BLUES

OU COMMENT ON SE FAIT ROULER DANS LES BAZARS A MUSIQUE

ÇA FAIT 14 ANS QUE JE GRATOUÏLE ET 14 ANS QU'ON ME DEMANDE TOUS LES MOIS OU TOUS LES DEUX MOIS DE TROUVER L'OCCASION DU SIÈCLE. OR DEPUIS PLUS DE 14 ANS, JUSTEMENT LES BAZARS A MUSIQUE EXPLOITENT LES BOURSES DES GRATOUÏLLEURS.

DEVINETTE :

Quelle est la différence entre une guitare à 500F et une à 5000F? D'aspect extérieur aucune!

Pourtant, celle à 500F a dans son ventre un numéro de série qui avoisine 300 à 400.000.000. Ce qui représente environ 20 millions de guitares par an, soit là 2 millions de guitares par mois fabriquées à cette usine. (Bel outillage si l'on sait qu'un luthier tire à environ 12 guitares par mois).

Les petits tirés sont énormes. En effet, la grosse production, celle est produite au ~~sur~~ Japon est en fait fabriquée à Taiwan ou la main d'œuvre est encore moins chère.

Quant au bois (1), ça ne mange pas de pain ou que les Japonais possède une bonne partie des exploitations de Forêt, des Indes, et surtout de Thaïlande.

Celle à 5000F a un n° de série plus modeste : 300 à 400.000, soit 15 à 20.000 par an, 1.500 à 2000 par mois, ce qui ne peut être fait que par une centaine d'ouvriers avec un minimum de travail fait à la machine.

Et oui! dans 3 cas sur 10, la guitare à 5000F ~~est~~ ~~une~~ ne sera pas faite à la main.

Bien sûr entre 500F et 5000F, ya une marge, et puis les quattes à 5000 balles faut s'les payer et avec ce qu'on gagne ici...

Voilà, si tu veux encore d'acheter une quatte chez un marchand, j'ai fait un petit tableau indiquant ce qu'on trouve et à quel prix.

(1) c'est une façon de parler, voir le tableau.

• de 0 à 1000 F

Grosse production japonaise, allemande et italienne.
Caisse 100% contreplaqué: aucune guitare en vrai bois à ce prix-là. Attention aux bobars: stratifié, léger ("light mahogany": acajou léger) sont de jolis termes pour contreplaqué. sonorité variable mais que de toutes façons ne s'améliore pas en vieillissant.

manche en frêne ou acajou dernière catégorie: ne supporte pas les cordes à haute tension, réparation difficile et coûteuse en cas de casse.

• de 1000 à 2000 F

Depuis quelques années le nombre de guitares dans ces prix n'a fait qu'augmenter.

Il est difficile, dans de généraliser mais:

- dans 80% des cas la table est en massif. La table c'est le dessus de la caisse. ce qui est quand même appréciable.

- inversement dans 80% des cas les éclisses (les éclisses c'est le côté de la caisse) et le fond en contreplaqué avec un beau placage.

Mais c'est encore dans ce prix là que l'on peut faire les meilleurs achats.

Attention de ne pas ~~se~~ se faire voler, c'est vite fait.

• de 2000 à 5000 F

(au dessus ça existe, mais rarement en dessous dans les magasins)

On peut rarement en critiquer la facture, mais, si elles sont toutes (quand-même) en massif, certaines ont tout de même des sonorités catastrophiques, surtout pour le prix.

Conclusion : pour avoir quelque chose de potable, il faut payer très cher. Si tu l'acceptes, perds ton temps avant d'acheter quoi que ce soit. Une possibilité consiste à laisser 50 ou 100 F sur une guitare pour bloquer la vente, et de la faire essayer par tous les copains gratouilleurs.

La prochaine fois : comment se faire moins magouiller en achetant d'occasion ou à l'étranger.

La fois d'après (si le carnard existe encore) : comment se faire encore moins magouiller : en retrouvant ses branches.

L'engagement . . . physique

Le texte que l'on va lire, ne prétend en rien être une analyse exhaustive de la grève d'octobre-novembre 1974. Il présente plutôt un certain nombre de réflexions d'un physicien, souvent écrites au fil de la plume, et n'a pas d'autre prétention que de servir de point de départ à une discussion sur la Physique à Paris VII, sur Paris VII, sur l'Université et, par conséquent, sur la société en général.



Si tu veux que le sage s'irrite autant que le réclame l'horreur des crimes, il lui faudra, non plus s'irriter, mais devenir fou.

SENEQUE.



Que l'UER de Physique, ou plutôt les enseignants physiciens (et d'ailleurs pas tous), aient pris une position "en flèche" dans le conflit d'octobre-novembre 74, voilà qui mérite une analyse, voire une élucidation, une réflexion en tout cas, allant plus loin que les habituelles jérémiades de nombre de personnes qui veulent y voir les "manipulations auxquelles se livrent quelques excités de rang A, sur un personnel, honnête au fond, mais un peu simple d'esprit", sans se rendre compte qu'elles reprennent ainsi les élucubrations de la fantasmagorie marcellinesque sur le rôle de Geismar, manipulateur des conflits sociaux.

DE L'UER DE PHYSIQUE

Comme celui de tout groupe social, le comportement des physiciens ne peut se comprendre si on n'examine pas leur histoire particulière et, partant, leur fonctionnement interne. Tous, ou presque, sont venus de l'ancienne Faculté des Sciences, finalement regroupés en une opposition commune à l'ancien doyen, M. Zamansky. Mais qu'on ne s'y trompe pas: il ne s'agissait pas d'une opposition à M. Zamansky en tant que personne. Pourtant c'est ce qu'on cherche à accréditer le plus souvent car, ainsi, on tend à ramener ce conflit dans le cadre rassurant des déviations d'ordre psychique. Dans ce schéma, on cherche à faire croire que les oppositions contre M. Zamansky résultaient du caractère mégalomane de ce dernier, que cette situation était exploitée par des fous fauteurs de trouble, que la création d'une nouvelle Université, munie d'un président intelligent, ouvert, moderne, neutraliserait les fous et permettrait aux excellentes qualités des opposants à M. Zamansky de s'épanouir utilement, au lieu de se scléroser dans des luttes stériles. (Incidentement, on reconnaît ici l'idéologie qui nous a été servie abondamment lors du conflit Lip. Fred Lip, mauvais patron, fou de surcroît, est responsable de tous les malheurs (exploités par les gauchistes). Tandis que Neuschwander, patron intelligent, ouvert, moderne, va permettre à la créativité de ses ouvriers de s'exercer avec passion, au sein d'une communauté unie!)

Malheureusement pour tous les beaux raisonneurs, et heureusement pour les facultés d'appréciation des opposants, l'opposition allait au représentant d'un système de gouvernement - sa mégalomanie, indéniable, n'ayant été considérée, le plus souvent, que comme un élément pittoresque (pouvant, il est vrai aboutir à une dégradation du paysage!). M. Zamansky était un excellent produit d'un système reposant sur un compromis entre l'ancien mandarinat et la cooptation de nouveaux venus fournis par la croissance accélérée qu'a connue le milieu universitaire de 1955 à 1968, environ. On pouvait, en effet, alors, manier simultanément le bâton de l'élitisme et la carotte de la croissance du nombre de postes, cette dernière prometteuse d'une carrière "normale", c'est-à-dire se coulant dans les structures de l'ancien système mandarinal, un peu à la manière dont la bourgeoisie se coulait dans la noblesse, grâce à l'annoblissement. Mai 68, à la fois révélateur et en partie conséquence d'une évolution dans cette situation, a fait éclater, d'une certaine manière, ce type de compromis. Il n'était plus possible, pour beaucoup, de rester dans une structure qui voulait faire durer un cer-

tain,

type de relations quand les bases matérielles en avaient disparu. La possibilité d'avoir de nouveaux postes en permanence, selon une progression géométrique, s'évaluait et, avec elle, une des deux branches sur lesquelles reposait le nid douillet du monde universitaire d'avant 68.

Si beaucoup d'enseignants ont vu dans la création des universités nouvelles par la loi d'orientation (création que le gouvernement d'alors n'a faite que contraint et forcé pour désamorcer autre chose, ne l'oublions pas), un moyen d'échapper à l'étrangement (d'ailleurs en général de manière confuse et non nécessairement explicite), une méthode pour pouvoir poursuivre une carrière normale, pour atteindre les postes supérieurs, il ne semble pas que cela ait été le cas pour la plupart des physiciens venus à P. VII.

Pour certains, voire pour le plus grand nombre, il s'agissait essentiellement, sous l'influence des "idées généreuses" issues de 68, d'essayer de mettre sur pied un autre type de fonctionnement des enseignements, voire de la recherche, fonctionnement qui amènerait une amélioration des rapports entre enseignants et enseignés, entre membres d'un même labo; ce qui, du même coup, ne manquerait pas d'améliorer la qualité de l'enseignement et celle de la recherche. Pour d'autres, incontestablement très minoritaires, il n'était pas question de partager ce "genre d'illusions". Ils prétendaient que leur venue à P. VII était inévitable, ne serait-ce qu'à cause des positions qu'ils avaient prises antérieurement. Mais ils pensaient que P. VII connaîtrait inévitablement des luttes sociales, d'un type nouveau, qui permettraient de voir plus clair encore dans les oppositions sociales et professionnelles.

Mais, quelles qu'aient été les oppositions "théoriques" entre les membres de la Physique de P. VII, ils ont finalement et rapidement adopté une *pratique* commune qu'il est d'autant plus intéressant de dégager qu'elle repose sur des conventions tacites. Comme toujours cette pratique a donné tort aux deux groupes distingués ci-dessus, tout en leur donnant partiellement raison. Une conséquence de cette pratique vaut d'être mentionnée ici: ceux qui n'ont pas voulu s'y soumettre véritablement se sont trouvés *de fait* exclus de la vie commune de l'UER, quels que soient les postes administratifs qu'ils peuvent occuper par ailleurs.

En quoi consiste donc cette pratique commune? Elle repose, en dernière analyse, sur un seul et unique principe: refuser le plus possible le système bureaucratique tel qu'il existe, n'en adopter que le strict minimum permettant de vivre sans trop subir d'agressions dangereuses de la part du monde extérieur et, en tout cas, éradiquer, à l'intérieur même de l'UER, toute lutte pour le "Pouvoir".

Bien que cette volonté minimisatrice se retrouve à tous les niveaux de la vie de l'UER, elle apparaît, peut-être de manière la plus flagrante, dans le cas de l'organisation des enseignements.

Cette organisation repose, en effet, sur la convention suivante. Chaque année, une ou deux personnes, pas plus, se dévoue(nt) pour effectuer la répartition des enseignants entre les diverses U.V. Mais cette répartition se fait sur la base du *volontariat*. Le rôle des répartiteurs se borne à faire circuler une feuille avec la liste des enseignements à effectuer et chacun met son nom en face de l'U.V. où il désire exercer. Jusqu'à présent, ce système a fonctionné sans heurt. La répartition s'est effectuée correctement. Dans les cas où il y a eu manque ou pléthore d'enseignants, il y a eu arrangement à l'amiable. Insistons encore sur le fait que les répartiteurs ne sont en fait que des secrétaires de bureaux d'enregistrement qui ne prennent jamais de décisions (et qui, d'ailleurs, ne veulent pas en prendre). Si, lors de la répartition, des conflits devaient s'élever, ils seraient réglés au cours d'une assemblée générale, procédure qui a été utilisée dans le seul cas où un tel conflit est apparu: celui de l'enseignement de la physique au PCEM. (On notera en passant qu'il y a eu conflit dans ce cas avec le monde extérieur, non entre physiciens).

Un autre caractère intéressant, lié à cette manière de faire, est qu'elle a abouti à une *rotation effective des enseignants entre les diverses U.V.* Il est vrai que, le plus souvent - mais pas toujours -, cette rotation s'est limitée à l'intérieur d'un cycle (premier ou maîtrise) et que chacun semble avoir admis le principe qu'il existe des enseignements suffisamment spécialisés pour exiger des spécialistes, surtout au niveau des C4, sans parler des DEA. Il est non moins intéressant de constater que ceux qui n'ont pas ou presque pas changé d'enseignement au cours du temps, sont, le plus souvent, justement ceux qui ont adopté une politique de collaboration plus étroite avec l'Administration centrale, que celle suivie par l'ensemble des membres de

l'UER. Notons que, souvent, ces mêmes personnes n'hésitaient pas à dénoncer, en paroles, les situations assises et à se faire les champions de la mobilité.

Cette apparente "anarchie" s'est retrouvée au niveau même de l'organisation de l'UER, unité administrative au sein du système bureaucratique général. L'ensemble des physiciens a laissé longtemps sans vie et sans représentants délégués, tel ou tel rouage qui ne paraissait pas indispensable à la poursuite de la vie quotidienne ou qui avait par trop l'air d'une part de la structure où se déroule la lutte interne des différents bureaucrates frétilant à P. VII. L'UER ne s'est donné véritablement une structure la représentant jusqu'à un certain point, que le jour où il est apparu qu'elle ne pourrait rester à l'abri des pressions extérieures qui tendent à lui faire jouer son rôle dans le concert bureaucratique. En clair, certains physiciens se sont dévoués pour remplir certaines tâches qui répugnent à l'ensemble, le jour où certaines manoeuvres de Vignerou, pour ne pas le nommer, visaient à lui faire mettre la main sur l'appareil bureaucratique de direction de l'UER. Sans doute la fonction de direction n'est-elle pas anodine. Sans doute mène-t-elle, à terme, à voir les choses sous un angle différent de celui des dirigés. Jusqu'aujourd'hui, cette évolution ne s'est pas produite, tout simplement parce que dans l'UER de Physique, le rôle de la direction peut se borner à expédier les affaires courantes, sans avoir à se mêler de diriger véritablement.

Cette situation tout à fait particulière repose sur trois états de fait:

- i) d'une part les enseignants sont tous, ou presque, titulaires de leur poste. Ils savent que, pour la plupart, ils ne pourront monter dans la hiérarchie supérieure du système et ils en ont pris leur parti (de gaieté de coeur ou non). Ceci amène une situation nouvelle car elle exclut, au moins pour le moment, toute pression matérielle efficace. En d'autres termes, elle interdit la création d'un mandarinat effectif, fonctionnant à l'ancienne. En refusant d'entrer dans le jeu d'une concurrence exacerbée par le manque de perspectives, l'ensemble des enseignants de rang B a scié une des bases du mandarinat de rang A. L'avancement se fait maintenant à l'ancienneté, dans la mesure des places disponibles.
- ii) l'existence du Groupe de Physique des Solides de l'Ecole Normale Supérieure, etc. En dépit (à cause?) des nombreuses attaques auxquelles il a été, et est encore, soumis, ce gros labo reste solide et sert de rempart, d'état tampon, amortit, du simple fait de son existence, certains des effets du système bureaucratique ambiant.
- iii) l'existence de l'UER de Physique est indispensable à la permanence de P. VII, elle même.

L'image tracée ci-dessus peut paraître celle d'une Arcadie d'un nouveau genre. Bien entendu, l'UER n'est rien de cela. Pas plus qu'elle n'est un îlot de "communisme libertaire"! Non; elle est tout simplement le résultat d'un certain nombre de compromis, plus ou moins boîteux, recouvrant certaines contradictions, des oppositions, des ambiguïtés, mais qui représentent un *modus vivendi*, minimisant les "emmerdements" et auquel les physiciens, dans leur ensemble, sont profondément attachés, tout comme on est attaché aux congés payés, c'est-à-dire sans se faire d'illusion sur la portée de tout cela, sans croire un seul instant que l'on met ainsi en question l'existence du système d'exploitation (au contraire!).

Quoi qu'il en soit, vu de l'extérieur, ce mode de fonctionnement est proprement *scandaleux*. Et, comme toujours lorsqu'il s'agit de scandale, se mêlent à la fois réprobation et envie. Ceci se sent jusque dans la réprobation elle-même qui s'articule le plus généralement autour de certaines attaques qui ressortissent le plus souvent de la calomnie pure et simple. Trois types d'attaques sont en général utilisés:

- 1) l'UER de Physique est un ramassis de gens qui veulent détruire l'Université ou, au mieux, c'est un ramassis de faibles qui se laissent bernier par certains qui veulent détruire l'Université;
- 2) l'UER de Physique est un ramassis de fainéants qui ne font rien, ni dans le domaine de l'enseignement, ni dans celui de la recherche;
- 3) l'UER de Physique est un ramassis de mandarins cachés et élitistes qui exercent la dictature chez eux, tout en cherchant à "mettre la merde" chez les autres.

Que ces trois types d'arguments soient contradictoires, peu importe. La même personne pourra néanmoins les utiliser alternativement, voire simultanément, selon l'interlocuteur. Toutefois ce n'est pas la paranoïa des contempteurs qui nous intéresse ici, mais bien la situation réelle des physiciens. C'est pourquoi nous allons passer en revue ces divers arguments les uns après les autres.

1) Peut être y a-t-il, à l'intérieur de l'UER, des gens qui "veulent détruire l'Université". Mais, ce qui est certain, c'est que l'on serait bien en peine de trouver quelqu'un qui énonce cette intention sous cette forme lapidaire qui ne signifie strictement rien. En réalité, la plus grande partie des physiciens ne rêve pas du tout de "détruire l'Université", mais plutôt de la faire marcher; toutefois, pour reprendre leur expression: "pas à n'importe quel prix". Quant à ceux qui pensent que l'Université doit disparaître, ce serait leur faire injure de laisser supposer qu'ils croient que l'Université pourrait s'écrouler comme ça, du jour au lendemain, sous les coups de boutoir, plus ou moins répétés, d'actions minoritaires ou de commando. Au contraire, ils savent parfaitement que l'Université est liée à une certaine forme sociale et qu'elle ne disparaîtra qu'avec elle. L'Université moderne, par exemple, si elle en a gardé certaines formes extérieures archaïques et superficielles, n'a rien à voir avec l'Université de théologie fondée par Sorbon, ni avec les gymnases péripatéticiens, tout simplement parce que la société moderne n'a pas grand chose à voir avec la société du Moyen-Age ou de la Grèce antique. Il faut être un intellectuel défendant un certain type de "relation avec le Savoir" pour prétendre à la pérennité des institutions universitaires. Et la réalité se charge rapidement de vous donner tort, comme le montre l'explosion de 68 qui correspond aussi - mais pas seulement - à la nécessité d'adapter l'Université française sclérosée d'hier aux nécessités nouvelles du Capital d'aujourd'hui: la montée accélérée de l'industrialisation en France, la concentration du capital qui en résulte, entraînent, en conséquence, la modification de nombre des institutions comme elle entraîne la modification de nombre de manières de penser ou d'agir (contraception, avortement, liberté sexuelle, majorité à dix-huit ans, etc., etc.) Loin, donc, de prendre l'effet pour la cause, ceux qui pensent que l'Université doit un jour disparaître, estiment que sa "subversion" "isolée" n'aurait pas une influence décisive sur l'évolution sociale. En cela ils diffèrent de bien de ceux qui errent dans les couloirs ou les tours de la Direction de P. VII. et qui, hier, ne parlaient rien.



Chef d'orchestre clandestin cherchant à harmoniser la contestation, au cours d'une répétition.

(Document: Société Alliot-Marcellin)

moins que de "former des étudiants pour répandre la Révolution dans le corps social" - bref, les fameuses bases rouges - ou qui, encore, administrent à des auditeurs béats et soulevés dans leurs velléités petites-bourgeoises, les théories dites les plus subversives, donnent à tout un chacun des leçons de Révolution, tout en se comportant, au jour le jour, comme les pires des mandarins ou des épiciers, le tout avec la bénédiction et l'approbation des "autorités universitaires les plus élevées". L'expérience de la *Freie Universität* berlinoise (en principe l'université de "gauche" par excellence), celle du *Diamat* (injection à haute dose et obligatoire de matérialisme dialectique dans les fesses et le cerveau des étudiants et écoliers russes), sans parler de la géniale pensée Mao Ze-dong (ce qui nous entraînerait trop loin) sont là pour nous montrer que la société d'exploitation peut s'accomoder de n'importe quoi à ce niveau: Marx, Marcuse et les situationnistes compris.

Ainsi les actions "subversives" au sein de l'Université ne sont porteuses d'un "devenir révolutionnaire" que si elles s'accompagnent d'un mouvement social plus général. Que, dans certains cas, une action menée dans le milieu universitaire, puisse avoir un effet détonateur qui pourrait le nier après 1968? Mais rien, absolument rien, ne permet de croire qu'il pourrait encore en être ainsi demain. A certains signes, on peut même penser tout à fait le contraire. Sans compter que le mouvement de 68 n'a jamais résulté d'un plan concerté ou d'une volonté subversive désirant s'employer (ceci quel qu'ait été le rôle de certaines personnalités).

Toutefois le terrain universitaire ne va pas rester pour autant un champ de doux farniente où l'on peut se bronzer tranquillement aux rayons domestiqués, mais chaleureux, de la connaissance livresque. Il y aura des luttes, de plus en plus de luttes et de plus en plus dures, comme dans tout le reste du corps social, mais les intellectuels n'auront pas un rôle prédominant à y jouer, sinon celui de patrons parmi d'autres, ou d'employés parmi d'autres, selon leur position hiérarchique effective du moment. Ceci, chacun le sent confusément; et c'est cette prémonition qui explique, jusqu'à un certain point, non seulement l'engagement des physiciens dans la grève, mais aussi leur refus, soit spontané et dès le début, soit mûri à la suite d'une réflexion plus poussée, de participer, dans leur ensemble, à la "gestion" de P. VII. Chacun sait en effet qu'un changement de direction à P. VII ne changerait rien de fondamental et que, si on venait soi-même à y participer, on serait rapidement contraint de payer ce "prix" que l'on refuse. Seul un nombre limité de physiciens a accepté ce genre de collaboration. Comme il a été dit plus haut, ces "collègues" se sont mis ainsi au ban de la "communauté" physicienne.

Rappelons une fois de plus que ce refus relatif des responsabilités est possible à cause de la situation privilégiée des physiciens, situation que nous avons déjà évoquée. En d'autres circonstances, elle ne pourrait être maintenue et l'UER devrait fatalement rentrer dans le rang commun. Toutefois, dans les périodes de calme, l'UER peut fonctionner sur ces compromis.

2) L'affirmation que les physiciens ne font rien ni en recherche, ni dans leur enseignement, est dénuée de tout fondement. D'ailleurs ceux qui l'affirment le savent très bien.

Il a été expliqué plus haut comment les services d'enseignement sont répartis entre les membres de l'UER. Ces services sont effectués, sans qu'il ait été besoin de mettre sur pied une quelconque vérification policière ou bureaucratique. Et d'abord, qui aurait-on trouvé pour l'effectuer étant donné le mode de fonctionnement général? Tout simplement, les services sont effectués, et "correctement" effectués, parce que c'est encore *la meilleure façon de minimiser les emmerdements liés à la profession*. Comme, de plus, les enseignants se sont répartis dans les U.V. à volonté, ils enseignent ce qui les intéresse le plus ou qui les emmerde le moins. Cela se traduit par une relation plus ouverte avec les étudiants. Il serait tout à fait crétin de prétendre que la fameuse relation enseignant/enseigné se trouve vidée, par cette pratique, de toute relation de "pouvoir": beaucoup plus bêtement, cette pratique est celle qui, compte tenu de la situation actuelle, ramène les inconvénients à un minimum tolérable par les deux parties, tout comme, hier, dans une situation différente, les inconvénients étaient ramenés à un minimum tolérable par les deux parties au sein de la relation mandarin-étudiant-obéissant-et-admiratif. Simplement le mode et la quantité de ce qui est supportable a changé. Variation qui est d'ailleurs un phénomène général. Là où il y a eu volonté de maintenir les anciens rapports, il y a eu, comme résultat, fuite des étudiants en physique et, assez souvent, leur afflux sur P. VII. On entend souvent dire (en général par les abandonnés) qu'ils s'y précipitent parce que les examens y sont plus faciles. mais ce n'est même pas vrai, car les pourcentages de succès aux examens sont à peu près les mêmes (à quelques pour cent près) dans toute la France. On pourrait croire, à l'inverse, qu'ils s'y précipitent parce que l'enseignement y est meilleur; mais cela non plus n'est pas vrai. Aujourd'hui la France entière redégurgite les bouquins de Berkeley (la culture dominante est nécessairement celle de la puissance dominante!) si bien que, conformément à la logique et à l'expérience, le travail de l'étudiant devient primordial, bien plus important en tout cas que l'excellente de tel ou tel enseignant. Tout au plus pourrait-on dire qu'à P. VII. on facilite peut-être un peu plus cette prise de conscience. Comme les livres de Berkeley, en dépit d'une certaine forme de présentation peu adaptée à l'esprit ergoteur des Français (ce qu'on appelle: cartésianisme), sont parfaitement adaptés au but qu'ils se posent, on peut dire que l'enseignement de la physique dans l'UER est "satisfaisant". Du moins si l'on s'en tient aux critères que prétendent manipuler les censeurs. On ne peut pas en dire autant, toujours selon les mêmes critères, de bien d'autres disciplines où, comme par hasard, se retrouvent certains de ces censeurs.

Il y a en tout cas un comique certain à entendre certaines personnes "haut placées" se plaindre de la dégradation de l'enseignement, tout en faisant *matériellement* tout ce qu'il faut pour chasser les étudiants des campus (destruction des lieux de réunion et de travail, etc.) leur idéal semblant être celui de certains bibliothécaires qui veulent chasser les lecteurs des bibliothèques, sous prétexte que ceux-ci dérangent

les livres qu'eux se sont donnés tant de mal à classer "scientifiquement".

Quant à la recherche, elle se poursuit comme partout, avec des hauts et des bas. Peut-être y a-t-il moins, parmi les physiciens de P. VII., la volonté de cacher, par des reprises plus ou moins habiles, les trous dans les chaussettes que détermine une sorte de misère tant matérielle que morale (lot qui est celui de la Physique dans le monde entier). Sans doute y a-t-il parmi les physiciens de P. VII. des chercheurs qui ne "font rien". La belle affaire! Il y en a bien d'autres ailleurs! Ce qui est "scandaleux" probablement, ici encore, c'est que ceux qui "font" tolèrent ceux qui "ne font rien" et réciproquement, et cela *ouvertement*. Une fois de plus on retrouve la volonté de minimiser les emmerdements liés à un certain type d'activité.

Mais on ne peut s'empêcher de sourire doucement quand on voit ceux qui dénigrent le travail de recherche de l'UER, se pavaner ensuite avec les titres de publications de physiciens utilisées comme bannières et armes offensives dans les luttes d'influence bureaucratiques qui les opposent aux autres universitaires dans leur recherche... des faveurs du ministre.

Il y a aussi tout un comique à voir, dans beaucoup d'organismes officiels (P. VII. compris) que nombre de ceux qui grenouillent au sujet de la "valeur scientifique"... des autres, sont eux-mêmes l'objet du mépris de force "grands noms de la science française ou internationale". Car qui n'a pas entendu dire par un de ces grands noms, à propos de Dupont ou de Durand: "il est trop con pour faire autre chose que de l'Administration", ou bien: "il est maintenant trop vieux, il est foutu. Le mieux c'est qu'il aille faire de l'Administration"? Curieuse idéologie qui consiste à penser que le "gouvernement des hommes" est plus facile et d'une qualité inférieure au gouvernement des manips et des théories abstraites. Idéologie révélatrice en tout cas, qui fait de l'Administration un dépotoir ou l'Hôtel des Invalides! Ce qui surprend toujours, c'est de voir tant de gens admettre cette idéologie et se lancer dans l'Administration comme pour compenser, en "faisant chier les autres", leur complexe d'infériorité. Et on s'amuse de les voir penser qu'en soufflant plus fort dans leur trompette une musique que leur susurrent ceux qu'ils considèrent comme de grands hommes, ils vont se faire admettre dans leur concert.

3) Le dernier type d'argument est surtout manié par des gens comme Vigneron qui exerce la profession de pourfendeur patenté de mandarin, avec la collaboration et la bénédiction du Doyen Baumann, le célèbre égalitariste!

Que certains comportements élitistes et mandarinaux existent dans l'UER, qui le nierait? Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas pris, à notre connaissance du moins, la forme caricaturale que sous-entend ce genre de propos. Sagement, la plupart des labos a adopté la politique de feu le président Queuille: surtout, pas de vagues! Au lieu de s'abandonner aux délices que procure une expansion à tous crins, on a préféré s'en tenir au *statu quo ante*: on n'augmente ni ne diminue. Le malthusianisme a ainsi pris le dessus, forme de réponse minimisant les emmerdements, face à la politique de vaches maigres pratiquée actuellement, au niveau international, dans la Recherche Fondamentale en Physique. Mieux vaut en effet se scléroser doucement (tout dépend de la valeur du décrétement) que de se trouver aux prises avec les remous que ne manquerait pas de soulever l'embauche de jeunes destinés à être virés demain, sans tambour ni trompette, au tournant d'un petit matin blême. (Sans compter qu'il risque d'y avoir des gens qui se lèvent tôt!).

Quant à l'accusation qui prétend que les mandarins de la Physique vont "mettre la merde" chez les autres, elle mériterait d'être étayée sur des exemples qui ne soient pas forgés de toutes pièces. On s'apercevrait qu'elle ne repose sur rien et que les interventions des physiciens (et non des "mandarins") ont toujours été faites, soit dans le cadre d'affaires liées directement à la Physique, soit au niveau des services communs de l'Université. Selon le sens habituellement reçu de l'adjectif "communs" ces services semblent bien toucher l'ensemble des membres de l'Université, physiciens compris. De plus, ces interventions ont toujours été faites à la demande de gens extérieurs à la Physique, déjà en lutte. Le plus souvent, c'était un appel à la solidarité. Jamais il n'y a eu de manipulation ou de "foutage de merde" de la part des physiciens, ne serait-ce que parce que ces manipulations apparaîtraient aux "manipulés" comme "extérieures", venues, de surcroît, de gens "en position hiérarchique", et seraient, à juste titre, mal reçues.

En revanche, y a-t-il à s'étonner de voir les administratifs rechercher l'aide de ceux qu'ils croient suffisamment doués de puissance pour pouvoir s'opposer efficacement aux menées de l'Administration, cette abstraction inhumaine? Y a-t-il à s'étonner

de voir les balayeurs - en général des émigrés - s'adresser, pour les mêmes raisons, d'abord à certains administratifs, puis, finalement, retomber encore une fois sur les mêmes personnes qui répondent?

Qu'il y ait derrière tout cela certains caractères viciés par la dépendance envers quelqu'un de plus haut placé dans la hiérarchie et dont on attend une part de salut; qu'il y ait à la base du comportement des haut-placés pas mal de culpabilité petite-bourgeoise; sans doute. On ne voit pas toutefois très bien au nom de quoi il faudrait refuser de répondre à certaines demandes; au nom de quoi il serait interdit de partager certaines indignations; au nom de quoi on ne devrait justement pas essayer d'utiliser le peu de puissance que l'on possède pour lutter contre ce qui nous opprime tous finalement, serait-ce, pour certains, sous des formes plus adoucies ou plus attrayantes. Que ce genre d'interventions puisse mener à des problèmes dans le déroulement de



la lutte commune, voilà en effet une question, importante même, mais dont la réponse doit être donnée par ceux qui luttent ensemble et ne doit être recherchée ni chez leurs ennemis, ni chez les donneurs de leçon, ni chez les stratèges en chambre.

DE LA STRUCTURE DE PARIS VII, MONOCEPHALE ET BITORSE

Dans le système universitaire ancien, le "pouvoir" était exercé par un décannat s'appuyant sur un "régime d'assemblée". Mais cette assemblée était en fait un sénat de notables (les professeurs et maîtres de conférence) et elle avait toutes les caractéristiques des assemblées de notables! Tout le problème pour le Doyen était de ne pas heurter cette masse de bien-pensants. Il y parvenait aisément par les intrigues de couloir, reposant sur la bonne vieille tradition du passe-moi-la-rhubarbe... Il avait

29
sa coterie. Dans les assemblées, il écoutait docilement les opinions s'exprimer, toutes d'une égale médiocrité et sans différence vraiment notable de l'une à l'autre, choisissait celle qui lui paraissait devoir recueillir le plus de voix et se faisait plébisciter à peu de frais. Ainsi arrivait-il à contenter tout le monde et son père... conscrit. D'ailleurs comment aurait-il pu échouer? Le reste du temps il ne lui restait plus qu'à "exercer son pouvoir personnel", comme on dit. Bien entendu tout cela était possible parce que le système avait une certaine stabilité, avec ses fiefs inattaquables, ses royaumes, ses satrapies, bref, sa sclérose.

Dans le système créé par la loi Edgar Faure, il y a matière à employer de nouveaux types de talents. Déjà, mais c'est relativement mineur, parce que les membres des Conseils d'Université ne se recrutent plus tout à fait dans la même classe d'âge ni tout à fait dans le même milieu. Et si les spectateurs sont différents, il faut dépoussiérer les décors et les costumes, changer quelque peu les discours et les tours d'équilibriste. D'où l'in vraisemblable flot de palabres interminables, de grandes déclarations démagogiques, de retape éhontée, d'utilisation forcée de tout un stock de dénominations modernes et/ou ronflantes (c'est le plus souvent la même chose). Le ton est donné quand on se rappelle que M. Zamansky, franc à sa manière, qualifiait la Faculté des Sciences de : "Grand Magasin" alors que M. Alliot parle, lui, de : "Grande Communauté" (la mode rétro ne l'a pas amené à parler de : "Grande Famille", mais l'idée y est).

Cependant, la loi Edgar Faure donne une certaine latitude dans le choix des chapeaux que l'on peut porter, du moment que ce qu'il y a, dans les têtes... Chacun sait, et on a pu le voir récemment, que tout nouveau ministre ou président de la République, ou même candidat, se trouve face à un délicat problème: comment montrer que l'on diffère de son prédécesseur, sans en différer vraiment, c'est-à-dire en assurant la sacro-sainte continuité des institutions qui, contrairement au caoutchouc, ne doit pas connaître de dissolution? Pour celles des Universités qui se sont simplement transférées directement, telles quelles, il n'y a eu aucun problème. Pour les autres, nouveau système bureaucratique en formation, dont les lignes de force sont encore mal connues, il a fallu tâtonner, et insister plus hardiment sur le changement que sur la continuité. Car, de plus, ce nouveau système est particulièrement mal vu des petits copains qui l'entourent et qui ne lui veulent aucun bien. Ils le voient, en effet, grandir avec le regard mauvais de jeunes passereaux dans le nid desquels se développe un coucou vorace. Pour le coucou, en revanche, il s'agit de montrer son meilleur aspect à ses parents nourriciers, et ceci aux dépens de ses petits frères. Il faut donc rompre avec les traditions ronronnantes de ces derniers, ne pas hésiter à mêler une voix discordante à des chants mélodieux (?), montrer ses forces, ses exigences, ses ambitions, ses appétits, le tout par une succession de coups d'éclat. Il n'est pas jusqu'à certains événements de Nanterre, de Vincennes ou de la Halle aux Vins, attribués par la presse au loup-garou gauchiste, qui n'aient servi, dans cette perspective, à rappeler au ministre l'existence des universités concernées, donc leurs besoins.

Les créateurs de Paris VII ont fait preuve d'une habileté manœuvrière indéniable qu'il faut saluer à sa juste valeur. En élevant leur construction bureaucratique autour de noyaux structurés à la mode ancienne, comme la Physique, ils se donnaient une armature solide, un squelette sur lequel articuler leurs appendices nouveaux. Ainsi pouvaient-ils espérer éviter certaines maladies infantiles comme celles de Vincennes, lors de la création et de l'expansion des nouvelles satrapies. Paradoxalement, ils furent aidés en cela par les autres universitaires, heureux de se débarrasser des gêneurs, les "gauchistes", dont les fondateurs de P.VII se proposaient, comme on l'a dit plus haut, de récupérer et d'utiliser correctement l'indéniable intelligence et l'originalité. Il est amusant de constater que, dans leur trouille, les universitaires "classiques" en venaient à enfreindre la sacro-sainte règle des bureaucrates: ne jamais lâcher de personnel au profit d'un autre bureaucrate.

Ainsi, autour des noyaux structurés, on regroupa des cursus "classiques" et d'autre part des cursus "nouveaux", "modernes". Dans les deux cas, le faible nombre d'enseignants de rang A ou B permettait une politique "souple", c'est-à-dire utilisant du personnel sans sécurité d'emploi véritable. Il est amusant de noter que nombre de gauchistes donnèrent assez facilement dans le panneau, allant jusqu'à justifier "théoriquement" cette instabilité d'emploi, au nom du refus de s'intégrer dans le système! (Comme quoi on trouve toujours des justifications théoriques à une situation de fait. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille pour autant adopter les positions syndicales de lutte pour la reconnaissance légale, car l'évolution de cette situation particulière dépendra, comme toujours, des luttes menées qui l'éclairciront).

Mais l'existence de ces nouveaux secteurs ouvrirait, à toute sorte de requins, petits ou grands, les vastes océans des ambitions démesurées. Et, pour justifier celles-ci, on se lança dans autant de projets "modernes" et "révolutionnaires", comme si la verticalité était le remède contre la sclérose et la poussière des anciennes disciplines!

Si, dans un premier temps, tout cela a pu coexister sans trop de heurts, au bout d'un certain temps la structure double, l'existence en fait de deux universités, celle des disciplines de type ancien et celle des disciplines de type nouveau, ont amené des tensions, des oppositions plutôt rudes. Oppositions qui sont sans commune mesure avec celles qui existaient dans l'ancien système où elles se réglaient à partir de règles tacites, non écrites, aussi compliquées, mais aussi respectées, que celles de l'antique politesse du Royaume du Matin Calme.

Dans ces conditions, la politique de la Direction ne peut plus être cette sage politique ronronnante d'équilibre entre gens de bonne compagnie qui caractérisait les Facultés de nos pères. Elle doit nécessairement prendre une forme plus heurtée, plus oscillante. Voilà l'origine des oscillations qu'a connues P. VII. Parce que la cohabitation devient difficile, il faut faire du nouveau, toujours du nouveau.

Les nantis, c'est-à-dire les disciplines traditionnelles, se sentent peu intéressés par les non-nantis. Parce que les intérêts des divers groupes (ou du moins de ceux qui prétendent les représenter) deviennent trop divergents, les organismes de type parlementaire qui devaient, à la mode des parlements d'autrefois, assurer l'harmonisation des divers intérêts, se trouvent vidés de toute possibilité d'action avant même d'être vidés de la majorité de leurs "meilleurs" membres (c'est-à-dire de ces membres intelligents auxquels on pensait pour faire marcher le système parlementaire). Le parlement devient un parlement croupion, et ce n'est pas la présence des médecins qui en améliore la représentativité.

Dès que cela arrive, le pouvoir gouvernemental se trouve dans une situation délicate. Car que faire si justement les administrés se désintéressent des organismes destinés à les administrer? Si les pressions de type moral ou financier échouent, il faut avoir recours à autre chose: une sorte de dictature qui, bien entendu, dans une université, prend un caractère grotesque. Et toute dictature s'articule sur une propagande. L'Administration en vient à exciter (pas trop) les non-nantis contre les nantis. Elle dénonce (sans trop de conviction) les mandarins cachés. Elle agite l'épouvantail des dangeureux extrémistes (?), fauteurs de désordre (?) qui ne manqueraient pas de nous ramener des Zamansky, etc. Comme si c'était Zamansky qui nous menaçait, alors qu'on a sous la main une forme de jacobinisme.

Car dès qu'un pouvoir dictatorial de ce genre s'installe, on doit s'attendre à de plus en plus d'errements. La volonté du Prince et le favoritisme deviennent les principes du gouvernement.

Ceci se traduit, d'une part, par des politiques spectaculaires: créations répétées de nouvelles disciplines, de nouveaux secteurs, disgrâces d'anciens favoris, etc., tant d'actes qui ne font que rendre un peu plus manifeste un certain isolement du Prince. Quelque valet sera chargé de "serrer les didactiques avec les disciplines", alors qu'elles étaient hier le *nec plus ultra* de la pédagogie moderne; l'environnement connaîtra quelque pollution plus ou moins nocturne, en attendant que le déréglé n'ait plus le van en poupe, si l'on ose s'exprimer ainsi, et que l'audio-visuel devienne aveugle et sourd.

Tout cela serait au fond risible et les baudruches, gonflées puis dégonflées, de nos modernes palliotins, ne devraient guère nous déranger si, derrière, ne se trouvaient les obscurs et les sans-grades, ceux qui font les frais de cette politique. Car que nous importe que tel ou tel mandarin ou petit requin, maintenant édenté, se plaigne de la façon dont le traite un Alliot dont il recherchait encore les faveurs la veille?

Un autre phénomène, autrement important, doit être signalé ici: l'absence de solidité interne de M. Alliot, le fait que ceux qui le soutiennent (sans être directement membres de sa coterie) emploient toujours le même argument pour le défendre: on-a-personne-pour-le-remplacer-et-si-c'était-un-autre-ce-serait-pire, tout cela le conduit à rechercher des soutiens extérieurs. Paradoxalement, mais très logiquement en fait, M. Alliot est et sera, par nécessité et de plus en plus, l'homme du Gouvernement; bien plus que M. Zamansky. Il peut et doit être le liquidateur d'un certain nombre de privilèges universitaires, liquidation qu'il fera passer pour la destruction d'un certain nombre de privilèges féodaux (ce qu'elle est incontestablement, du moins en

31
partie) mais qui, au passage, en élaboussera beaucoup. Et cette politique de force, il la mènera d'autant plus volontiers que, devant quitter prochainement P. VII, et, ayant, comme on dit, des ambitions, il lui faut montrer qu'il peut mener sans faiblir une répression, et donc qu'il peut accéder à des postes plus élevés, puisqu'il est à la fois un esprit brillant et conscient des "réalités".

Sans doute, en 1974, tout président d'Université s'étant trouvé face à une grève aurait appliqué les injonctions du Gouvernement: frappez fort et ne cédez pas! Mais la structure de P. VII et ses traditions "libérales" font qu'elles ont été appliquées d'une manière particulière (touchant à la véritable bassesse, comme l'a fait remarquer quelqu'un).

A ceux qui s'étonneraient de ce que M. Alliot puisse faire pire que M. Zamansky, rappelons que ce sont, en général, les gouvernements de gauche qui mènent, contrairement à ce qu'on croit d'habitude, les politiques les plus répressives. En effet si l'on excepte les cas de dictature fasciste, dont il faudrait discuter plus longuement à part, les gouvernements dits de droite règnent à une époque où tout le monde accepte le système tel qu'il est: point n'est donc besoin de répression supplémentaire, celle qui est liée à la nécessité de travailler pour vivre, suffit. Au contraire les gouvernements de gauche ne viennent au pouvoir que lorsque des troubles suffisants du fonctionnement du système l'exigent. Mais dans ce cas, il y a le plus souvent des troubles sociaux importants. Les gouvernements de gauche ne viennent au pouvoir que parce qu'ils semblent les mieux adaptés pour y mettre fin. D'abord par des concessions, importantes peut-être, mais de facade (congés payés, sécurité sociale, etc.), ensuite par le recours à la répression pure et simple, d'autant plus énergique que les "masses" ne semblent pas disposées à se contenter de ces leurres. Comme quoi, la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche risque d'exiger, et devrait exiger, de la part des exploités, un renforcement de la lutte et non l'inverse!

Mais, pour en revenir à P. VII., remarquons que, pour imposer une certaine politique qui peut léser certains intérêts, il faut endormir les futures victimes et, pour cela, on cherche à réaliser l'union sacrée contre un ennemi que l'on peut présenter comme plus dangereux. Voilà, en définitive, quel rôle l'Administration aura voulu faire jouer aux grévistes de l'affaire Boudot.

DE L'ADMINISTRATION

ADMINISTRATIO (latin): l'art, la manière de diriger, conduire, faire marcher une chose, un bateau, un char, etc.

Le sens du mot latin d'où dérive le terme français, administration, est, on le voit, tout à fait clair et on se rend compte tout de suite de ce que cette institution implique puisqu'elle correspond à une extension de ce sens, de manière à couvrir l'"administration à l'homme"! Comme toute création ayant une vie propre, l'Administration a un langage qui s'écarte de celui des mortels, même si ceux-ci l'adoptent (bien forcés) dans leurs rapports avec elle.

L'Administration se compose essentiellement de "services" qui emploient du "personnel". Or ces services, on peut se demander à quoi ils servent réellement et qui sert qui. En tout cas, en dépit du nom que portent certains d'entre eux, ils ne sont guère au "service du personnel", ni de celui qui y travaille, ni de celui qui est l'objet de leurs soins. Car, par vocation comme pour se conformer à l'étymologie, et, en fait, pour remplir un rôle social bien déterminé, l'Administration ne peut considérer l'homme que comme une chose (sauf peut-être, et encore, lorsqu'il s'agit de l'administration des derniers sacrements! mais c'est un tout autre programme). Comme le mot chose serait par trop vexant, on a inventé cette dénomination de "personnel", à laquelle on a même attribué un pluriel: les "personnels"! Et on ne donne ce nom à tous ces gens, à tous ces travailleurs, que justement parce qu'on leur *dénie toute personnalité*. Car, que connaît l'Administration sinon les diplômes, les indices, les postes, les fonctions? Et la personnalité des "personnels" n'existera que dans la mesure où elle ira se fondre dans le moule prévu à cet effet: il faut, comme on dit, remplir les conditions. Tout un programme.

Or, de même que les fonctions mathématiques doivent obéir à des lois mathématiques, les fonctions administratives doivent obéir à des règles administratives. Et, comme il faut bien être à la page, il y a des tenants de l'Administration moderne, comme il y a des tenants des mathématiques modernes. L'ennui, c'est que dans un cas

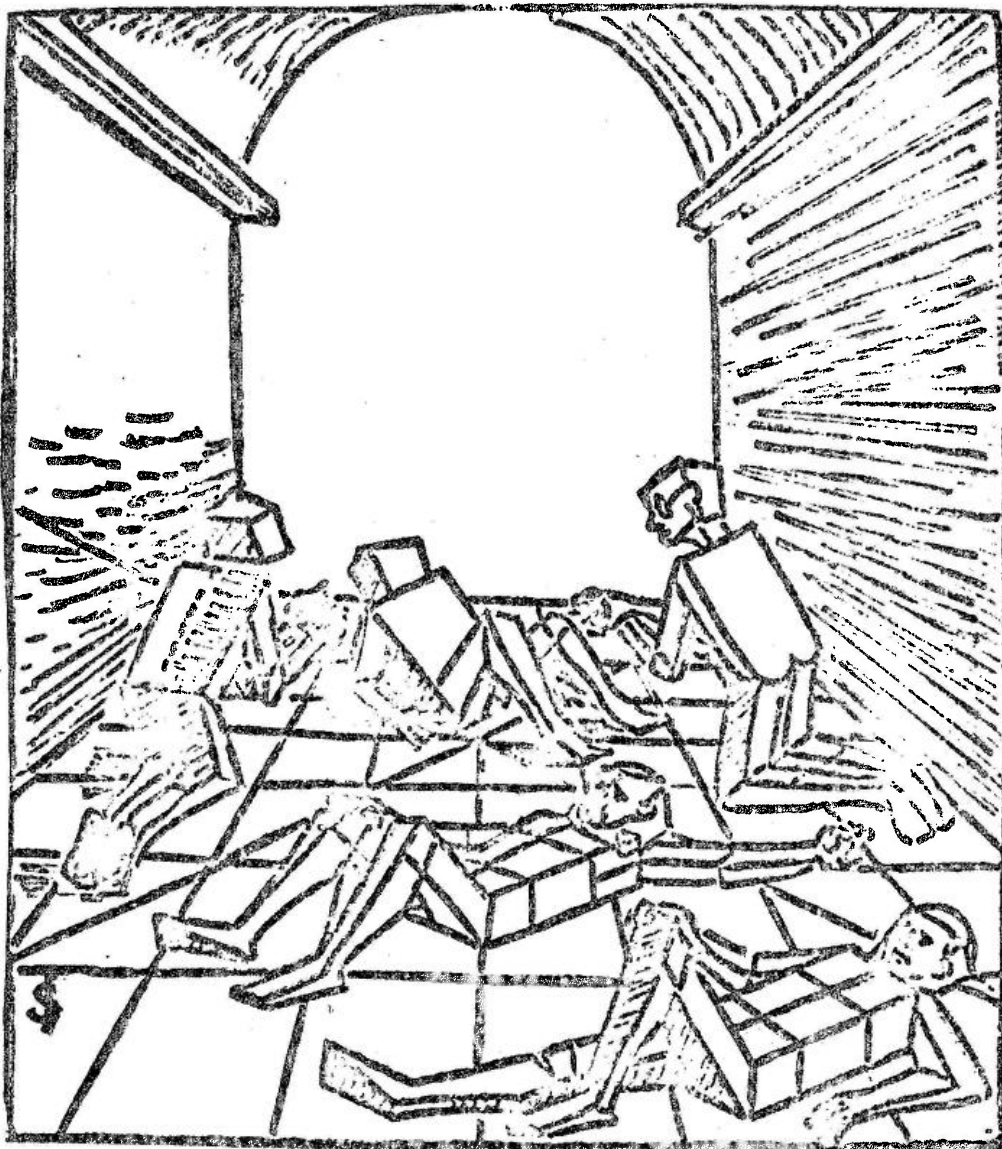
comme dans l'autre, on a la même salade: seul l'emballage a changé. Et, comme souvent, la beauté de l'emballage recouvre un produit de qualité "inférieure", si bien que l'Administration moderne, en dépit (à cause?) de son grand déploiement d'électronique, n'est, pas plus que les mathématiques modernes, très "opérative". Tout ce qu'elle sait faire et veut faire, c'est mettre tout le monde sur fichier! Si bien que, pour le reste, il faut avoir recours aux bonnes vieilles opérations, celles où le "personnel" doit utiliser son intelligence *contre* le règlement du système qu'il doit faire fonctionner. Tout le monde sait que la meilleure méthode pour bloquer une Administration est d'en appliquer les règlements (ça s'appelle la grève du Zèle).

Pourtant il est indéniable que dans un premier temps une certaine "liberté" fut laissée aux créateurs de P.VII de transgresser certaines des règles administratives. Simplement parce que cette transgression était indispensable pour mettre sur pied le nouveau-né. Il fallait bien recruter du personnel et "faire avec ce que l'on avait" (sic).

LE REVE D'UN BUREAUCRATE:

*Belot animant de son souffle
Les modules destinés à re-
structurer l'Administration.*

On remarquera que M. Belot respecte la division des modules en trois catégories fondamentales : les immigrés, les antillais et les métro.



Vue sous un certain angle, la condition du "petit" personnel y était donc meilleure que dans les universités de style traditionnel. Même qu'on avait recruté des gauchistes dans l'encadrement supérieur, on essayait de faire régner une certaine atmosphère "gauchiste" dans les services administratifs en engageant des étudiants, plus ou moins extrémistes, en nommant des chefs de service dont les opinions engagées pouvaient passer pour un gage de nouveauté. On a essayé de "récupérer" certains enseignements de la "révolution de 68" dans la structure universitaire elle-même. Bref, on essayait de donner cette coloration amaranto-libérale qui plaît tant dans les salons intellectuels.

Il faut bien voir que, contrairement à ce qui s'est dit depuis, c'est justement

287
Parce qu'on avait à sa disposition ce genre de personnel, non formé, "incompétent", que le système a pu fonctionner dans les débuts, et non l'inverse! Un personnel "compétent", c'est-à-dire ayant ses habitudes et ses règles, aurait mis un bordel incroyable dans la situation de pagaille qui régnait alors, au lieu de s'en accommoder vaillamment que vaille.

Aujourd'hui, où la crise de croissance est passée, on peut revenir à une "saine notion des choses". Et ce n'est pas un hasard si P.VII se trouve gratifiée d'un nouveau Secrétaire Général qui compatit sincèrement avec des larmes dans la voix ou presque, sur le sort misérable d'une Université qui n'avait pas pu jouir jusque-là des bienfaits d'une Administration digne de ce nom (sic)! C'est pourquoi lui, nouvel Hercule, nouveau Vitruve, il retrouve les manches pour construire cette cité idéale de modules interchangeables et régulièrement empilés.

Car les dysfonctionnements qu'a connus Paris VII au niveau de la pure organisation matérielle - distribution des locaux, travaux de marteau-piqueur pendant les cours, absence de chaises ou de tableaux noirs, bordel dans les inscriptions, les distributions des attestations de diplômes, etc., etc.; sont dus à l'incompétence du "petit" personnel qui transporte les meubles, et non à celle de leur supérieur hiérarchique, cela va de soi! C'est lui aussi qui est responsable de l'inextricable complication qu'entraîne la division en UV! C'est toujours lui qui est responsable, à cause de son incompétence, des va-et-vient et des errements dans le maquis des règles de procédure et d'administration, règles qui sont souvent contradictoires et souvent modifiées, pour tenir compte de la situation du moment! C'est évidemment de sa faute s'il doit se débattre avec des problèmes d'embauche, d'avancement, de réduction d'ancienneté et toutes ces joyeusetés qui forment la matière de son travail quotidien. De sa faute, vous dis-je! Et sûrement pas de celle du système bureaucratique avec sa connerie fondamentale, qui veut nier l'homme et même la réalité matérielle pour les transformer en objets de classement, pour les faire obéir à des règles et des règlements, dont la principale raison d'être est, outre de justifier l'existence d'une bureaucratie pour les appliquer, de tourner les règlements précédents! (Par exemple

(PUBLICITE)



Antichambre du ministre:

Modèle de gilet rayé pour laquais moderne. Très seyant. Indispensable pour toute démarche délicate. Cette réalisation, inspirée des grands modèles américains, reste pourtant fidèle à la tradition française. De finition soignée elle vous fera toute une carrière. Retournage facile et garanti.

En vente exclusive à la Société Karako Revival International Entreprise (France).

Quelques références parmi nos clients:

Société "Au mandarin moderne", Compagnie Générale des Transfuges, Conseil d'Université, etc. Demandez notre liste complète.

la règle des cinq mois et demi, destinée tout simplement à tourner celle des six mois. Et si vous y avez compris quelque chose, allez voir M. Belot, il a une place pour vous!)

M. Belot se déclare donc prêt à nous rendre service (entendez à nous rendre des "services" qui soient plus conformes(?) à l'idée qu'on s'en fait chez les bons bureaucrates) et à nous mettre sur pied une administration-digne-de-ce-nom: y a qu'à restructurer! Comme dans une usine! Et c'est bien vers l'usine que lorgnent les administrations modernes qui rêvent de l'organisation rationnelle (?) que représente, à leurs yeux, la bureaucratisation du travail. Chose assez étrange, à un moment où les capitalistes semblent vouloir revenir (en partie seulement, rassurons-nous) sur le travail à la chaîne. Il est vrai que les bureaucrates sont toujours en retard d'une guerre.

Et ça en sera bien fini avec cette familiarité paternaliste qui était à la mode il y a quelques années. Fini le tutoiement, substitut français de l'habitude américaine de s'appeler par son prénom. On pourra maintenant s'appeler par son numéro modulaire! Et présenter à chaque instant sa carte perforée, en guise de photo.

Et ça n'en vaudra peut-être que mieux, car, au moins, ça sera clair. Car ce paternalisme de parents-qui-ne-veulent-pas-vieillir, cette familiarité, cette fausse appartenance de communauté de situation, d'idées ou d'intérêts, cette négation, cette mise en parenthèse de la hiérarchie, sont encore plus répugnants que les méthodes du siècle dernier.

Il est vrai que le "petit" personnel ne s'y était pas laissé prendre, comme le prouve sa réaction, il y quelques années, comme sous l'effet d'une injure, lorsque, après une rentrée particulièrement délicate, le Conseil d'Université a cru bon de lui décerner des félicitations pour son dévouement et sa compétence, tout en refusant de le reclasser dans l'échelle des salaires.

Mais tout ça c'est de la préhistoire. On va maintenant entrer dans la période de la **VRAIE ADMINISTRATION.**

DE L'IDEOLOGIE UNIVERSITAIRE ET DE LA CONNERIE

Ce n'est pas le hasard, leur amour des périodes creuses et grandiloquentes, leurs connaissances livresques ou leur défense de l'humanisme et des "humanités", qui font que les universitaires ont tendance à nous prôner, en permanence, la démocratie grecque. Cela correspond à leur conception idéologique; à leur éternel contentement de soi-même (contentement toujours présent même dans leurs grandes déclarations masochistes): bref, à leur certitude d'appartenir à la seule vraie aristocratie: celle du "Savoir". De même que la cité de Pallas connaissait une démocratie, celle des citoyens, de même l'Université, cette *alma mater*, doit être un lieu où doit régner la démocratie entre les "citoyens", c'est-à-dire au sein de l'élite. Mais il s'agit d'une élite qui a déjà connu et approuvé les réformes de Solon, c'est-à-dire qui est divisée en couches, non par l'argent comme à Athènes, mais par le mérite (mais, remarquez comme les choses sont bien faites, la rémunération suit les mérites!). Quant à ceux qui ne sont pas "citoyens", les métèques et les esclaves, qui s'en soucierait? Des métèques, c'est-à-dire, dans l'Université, ceux qui ont quelque diplôme "inférieur" - comme les techniciens les CASU, certains chargés de cours et autres étrangers, on peut encore s'accommoder, voire les fréquenter, mais les esclaves!...

Cet état d'esprit s'est montré au grand jour au cours de conflits récents, comme la grève des 88, des techniciens, dont, en fin de compte, chacun a reconnu le droit à refuser d'être balladés comme des pions (et ils avaient parfaitement raison de refuser de l'être). En revanche, des esclaves, vacataires de l'IPN par exemple, tout le monde, ou presque, s'est foutu: quoi! des animaux, des pions qui se mêlent de donner leur avis, qui posent des exigences, qui vont à l'encontre des sacro-saintes nécessités du service! Même chose avec Boudot: voilà des administratifs "sans compétence particulière", voire même "mauvais administrateurs (?)" qui, par définition, sont interchangeables qui protestent contre cette interchangeabilité, voilà qui est non seulement scandaleux ou intolérable, mais strictement incompréhensible.

L'incompréhension devant l'expression d'une volonté indépendante ou d'une réflexion de la part de ceux qui ne sont pas censés en faire preuve s'est montrée tout au long de la grève parmi tous, ou presque, nos collègues enseignants, y compris ceux qui ont soutenu la grève. Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire: les mots d'ordre de la grève n'ont jamais été clairement définis, ils ont varié au cours du temps; la grève est mal dirigée, ou elle n'est pas dirigée du tout, etc... Ceci montre une incompréhension,

normale, des problèmes véritables des autres catégories sociales que la sienne propre. Comment des inamovibles pourraient-ils comprendre le problème lancinant de la mutation pour ceux qui sont soumis à ce qui leur semble, à juste raison, l'arbitraire? La plupart des enseignants se voient plutôt en train de réorganiser des services que de s'élever contre. Ce qui ne rend que plus méritoires ceux qui ont soutenu la grève, en opposition avec l'idéologie viscérale de leur milieu.

Mais ce qui nous intéresse davantage ici, ce sont les réactions de ceux qui se sont opposés à la grève. Complètement enfermés dans leur logique idéologique, ils ne peuvent concevoir qu'une grève, qu'un mouvement des esclaves, puisse venir des esclaves eux-mêmes. De même qu'ils voient la société comme une pyramide idéale de l'intelligence, du savoir, qui cesserait de fonctionner si les hommes remarquables cessaient de la gouverner, il leur faut voir tout mouvement d'en dessous comme suscité, manipulé, créé artificiellement par des gens de leur caste! Mieux vaut avoir à reconnaître l'existence de traîtres dans ses propres rangs que d'être obligé de mettre en question le principe

35
de la hiérarchie sociale.

Déjà, à Rome, les patriciens n'arrivaient pas à concevoir que les plébéiens puissent avoir une existence, des idées. Pour eux, c'étaient les Gracques qui étaient responsables de tous les maux: TIBERIUS AD TIBERIM!

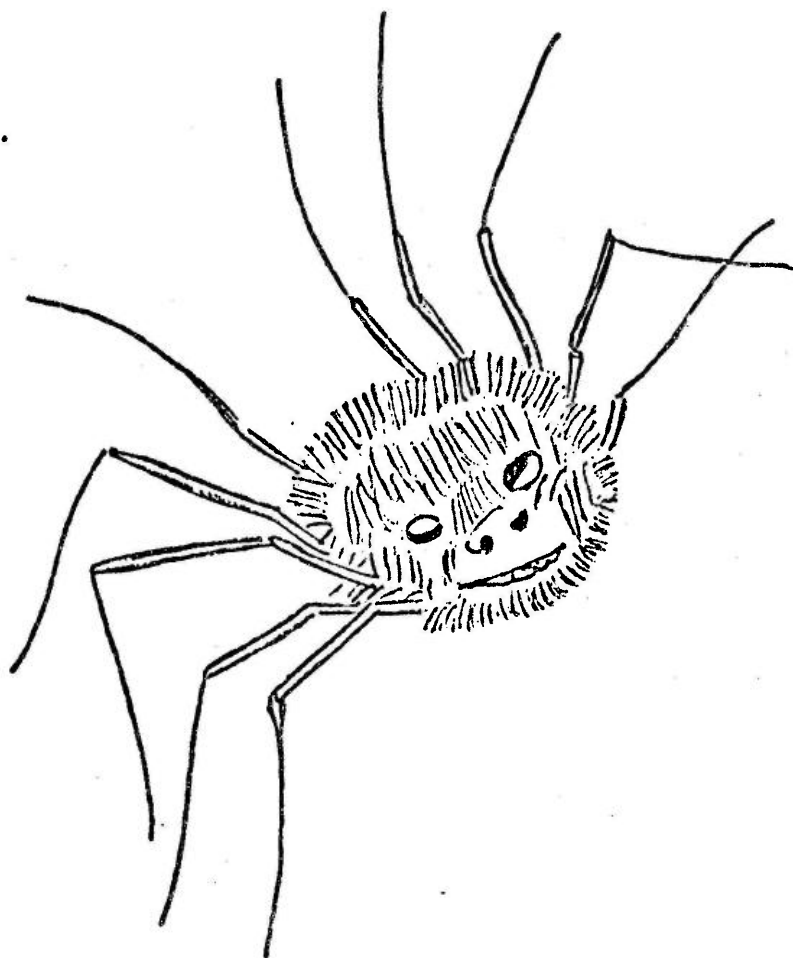
La même frénésie, la même hystérie, s'empare de nos modernes patriciens. Maintenant ils en ont à quelques physiciens, à quelques meneurs qui "enfants gâtés, recherchent constamment le rôle qui les mettra en valeur (du moins à leurs propres yeux)" et font que "la vie en communauté n'est plus possible". On attend la conclusion (mais elle ne vient pas, dans ce texte anthologique de M. Alliot, sans doute parce que la situation ne s'y prête pas encore, ou ne s'y prête plus): à la porte, les traîtres! A l'asile, les fous! Comme ça on pourra être tranquille, et ne pas se poser de questions embarrassantes sur son rôle personnel et sur la société en général.

L'ennui, c'est qu'il pourrait bien arriver que, même sans les physiciens manipulateurs, les gens en soient à se manipuler eux-mêmes. Il faut d'ailleurs rendre cette justice à M. Alliot que, tout comme Pompidou qui ne croyait pas que Cohn-Bendit ait manipulé tout seul 1968, il ne s'est jamais fait d'illusion sur le rôle véritable des physiciens. Il a tout de suite su que le seul endroit où ils étaient vraiment dangereux c'était dans leur soutien financier à la grève des administratifs, car cela permettait à celle-ci de durer. Toute l'agitation qu'il a entretenue à l'époque, toute celle qu'il continue de distiller maintenant, n'a pour but que de masquer un certain nombre de choses, en particulier ses actes personnels. Car, pendant qu'il amuse la galerie avec ses déclarations sur le rôle des physiciens irresponsables qui veulent détruire l'Université, pendant qu'il verse de grosses larmes de crocodile sur la tristesse d'un tract, qui se souvient, parmi ses auditeurs et adulateurs empressés, qu'il a dénoncé un Nord Africain à la police, qu'il a osé priver de salaire, des gens qui gagnent quelque mille trois cent francs par mois!

Et lorsqu'il écrit des lettres proprement répugnantes, qu'il a le culot d'aller dire aux anciens grévistes administratifs: "j'ai beaucoup admiré votre courage, mais j'ai souffert pour vous quand j'ai vu les physiciens vous laisser tomber, dès qu'ils ont su qu'on allait leur retirer leur salaire", on se demande qui ça peut tromper. Certainement pas les grévistes, mais sûrement nombre de ceux qui adulent Alliot et qui possèdent, soit par construction, soit par éducation, soit par position sociale, cette petitesse d'esprit, cette inclination mentale vile qui fait les valets. Tout le monde doit travailler pour vivre et, dans la situation actuelle, tout le monde est obligé d'obéir à des "supérieurs hiérarchiques", pourtant rien ne devrait vous obliger à vous transformer en lèche-bottes. Il est vrai que cette transformation est graduelle, insensible, et que l'on finit, sans s'en rendre compte, par épouser la cause du maître. Et on se met alors à faire, comme anesthésié, toute une série de petites vilénies qui vous apparaîtraient comme dégueùlasses et condamnables si on les voyait perpétrées par d'autres dans un contexte différent, c'est-à-dire dans un contexte où on ne serait pas partie prenante, en train de défendre de petits intérêts d'une rare mesquinerie.

Faisons incidemment litière de l'affirmation selon laquelle les physiciens auraient levé leur grève par peur de se voir retenir du fric. Les physiciens n'ont pas suspendu leur grève à cause de cette menace pour l'excellente raison que (à l'exception d'un seul, qui n'est d'ailleurs pas d'origine universitaire, et qui s'est prononcé pour la poursuite de la grève) ils croyaient, imbus qu'ils sont du privilège que constitue leur position dans l'Université, c'est-à-dire imbus qu'ils sont de leur privilège de caste, ils croyaient qu'on n'oserait, ni ne pourrait, rien leur retirer. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la menace aurait-elle été plausible à leurs yeux que rien ne prouve qu'ils auraient suspendu la grève. Au contraire. En réalité, ce qui s'est passé, c'est que, dès le début, tout le monde sentait que la grève n'était pas le moyen adéquat de soutenir le mouvement (même ceux qui se sont prononcés pour la grève jusqu'au bout). D'ailleurs, avant même de lever la grève, les physiciens avaient décidé d'utiliser d'autres méthodes, dont le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'elles engagent davantage ceux qui les exécutent qu'une quelconque suspension de cours. Et ces méthodes ont été mises en oeuvre avant l'annonce des suspensions de salaires et poursuivies après. Comme quoi la réaction de M. Alliot -laissons de côté le caractère bassement démagogique de ses mesures- n'aura pas eu beaucoup d'effet. Les collectes ont continué comme avant, et la fin de la grève a eu de toutes autres causes.

ZOOLOGIE: Araignée-secrétaire.



Cet animal a dix pattes: deux pour répondre au téléphone, deux pour taper les lettres du patron, deux pour jouer aux cartes, deux pour se mettre des colliers, deux pour noter les noms des grévistes du service. Assez rare. Habitat: voisinage des directions.

De plus, maintenant que chacun sait que les salaires seront saisis lors d'un mouvement futur, pourquoi aller alors faire une grève de solidarité qui ne gêne personne, sauf quelques pelés d'étudiants, et qui ne sert à rien si elle ne s'étend pas? Tandis qu'en versant la totalité des salaires qui de toutes façons auraient été saisis et dont on était prêt à faire le sacrifice, à la caisse de grève, on peut permettre à une bonne petite grève-thrombose de durer pendant des mois. Le tout accompagné d'actions dures pour qu'on ne puisse pas avoir l'impression qu'on ne s'engage pas vraiment! On voit comment une action de M. Alliot, téléguidée sans nul doute par le Gouvernement pour intimider les grévistes à venir, peut avoir à terme un effet "radicalisant".

DE LA FIN DE LA GREVE, ET DES ENSEIGNEMENTS DE CELLE-CI

Nous allons maintenant abandonner la description des structures et des "personnalités" de P.VII: tenter de sonder les états d'âme de telle ou telle personne des "étages supérieurs" peut amuser un certain temps, mais ça finit par lasser. Que nous importe de savoir qui est plus "intelligent" d'Untel ou d'Untel, lequel a la conception la plus libérale de la Police. Se convaincre que M. Alliot a obéi avec plus de célérité aux ordres venus de plus haut que M. Zamansky n'a aucun intérêt, si c'est pour l'expliquer par la personnalité de ces deux fonctionnaires. Mais si cela conduit à reconnaître que la différence de comportement, non seulement entre un M. Alliot bien réel et un M. Zamansky supposé, mais entre le M. Alliot d'hier et celui d'aujourd'hui, résulte d'une évolution générale de la situation, alors la tentative d'analyse prend un sens.

Si, en effet, on frappe fort aujourd'hui ce n'est pas, comme le dit l'ineffable M. Lelong, ministre des PTT -opinion reprise avec quelques variantes par son homologue

32

à P.VII, M. Alliot- parce que ceux qui n'ont pas fait grève et qui ont même dû travailler encore plus, ne comprendraient pas qu'on osât payer ceux qui n'ont pas travaillé. (Si l'on en croit M. Lelong, toute personne de bon sens (?) adhère au principe que les jours de grève ne doivent pas être payés?!) La raison de cette rigueur est tout autre: il s'agit justement de dissuader ces attentistes d'hier de devenir des activistes de demain. Il faut frapper fort, pense-t-on, parce que dans l'atmosphère de crise (que la crise soit réelle ou supposée, peu importe) on ne peut être tout à fait certain des réactions des "masses laborieuses". Car si, sous la menace du chômage et des licenciements, "on" peut espérer que chacun est prêt à faire le gros dos et à se recroqueviller dans son petit coin en espérant que l'orage menaçant va l'épargner et tomber sur le voisin, qui peut garantir qu'il ne va pas en sortir autre chose? Par exemple ce qui arrive dans les PTT où la situation refuse de se "normaliser". Ou bien une révolte, une opposition de front contre la situation. Car chacun, à côté de ses désirs de se faire oublier, de résoudre tout seul ses petits problèmes, possède cette volonté de révolte et sait qu'elle ne peut avoir de chances de succès que si elle s'appuie sur le voisin, Peut-être arrivera-t-on ainsi à construire un vaste parapluie commun? Peut-être arrivera-t-on même à empêcher la formation de l'orage?

Mais se révolter en commun contre des conditions "matérielles" c'est du même coup se révolter contre les conditions "humaines", c'est pourquoi ces révoltés, qu'elles le veuillent ou non, mettent nécessairement en question tout le système hiérarchique et s'opposent à lui dans les faits.

Ceux qui font profession de diriger ou de représenter les autres se sentent toujours mal à l'aise quand une telle situation se présente. Ce qu'ils connaissent bien, c'est la situation "ordinaire", celle où chacun fait le gros dos dans son coin et s'en remet aux spécialistes pour aménager au mieux (?) la part congrue qui lui est laissée. Mais ces actions collectives, cette menace de prise en masse, voilà ce qui les effraie. Et ce, d'autant plus qu'ils sont incapables d'en évaluer la probabilité. Ils savent, et mai 68 est là pour le leur rappeler, que rien n'est plus calme qu'une poudrière juste avant l'explosion qui va la détruire. Et cette crainte s'accentue encore quand on voit des flammèches voler partout. Car tous ces mouvements "sauvages" d'aujourd'hui ne laissent pas d'inquiéter les "hautes sphères" -et même les moins hautes- même si, pour se rassurer, on en minimise les caractères, on les qualifie d'infantiles, d'utopiques, de sans avenir, ou si on les prétend créés de toutes pièces par des manipulations venues de l'extérieur.

Pour nous qui avons dû lutter et devons encore lutter, ce sont justement les caractères de ces mouvements sauvages qui doivent nous intéresser, car nous y retrouvons les traits de nos propres luttes. Tous montrent ce dénominateur commun: la prise en mains par ceux qui luttent, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, de leurs propres intérêts. Et cette prise en mains s'étend non seulement aux actions, aux actes, mais aussi à la réflexion sur l'action, à la détermination consciente de celle-ci, à la pensée, en un mot.

Sans doute ces tendances à l'autonomie prennent-elles, le plus souvent, une forme limitée et diffuse et presque toujours confuse, mais à l'extérieur elles sont reconnues pour ce qu'elles sont: les véritables attaques, celles qui sont dangereuses, contre la société d'exploitation. En effet, les formes de lutte à travers lesquelles elles s'expriment -assemblées générales souveraines, comités de grève formés de membres élus et révocables à tout instant- visent à détruire une des formations fondamentales de la société moderne: la division entre dirigeants et dirigés.

Personne ne s'y trompe parmi les dirigeants présents et à venir, même s'ils ne l'explicitent pas ouvertement et de manière claire. La lutte actuelle ne se borne pas à mettre en cause le patron, le chef d'atelier, de bureau, le président d'Université, le ministre ou le président de la République, ces rouages évidents de la société du capital, mais elle s'attaque aussi à ses rouages les plus "cachés" puisqu'elle tend à mettre à bas les constructions hiérarchiques, à supprimer les délégations de pouvoir, en cherchant à établir de nouvelles formes de relations entre les individus eux-mêmes, entre les individus et leurs organismes de lutte, entre ces organismes eux-mêmes.

Et, parmi ces rouages cachés, elle s'attaque en premier lieu à ce qui est censé, dans la structure normale du capitalisme, représenter les travailleurs et défendre leurs intérêts. Elle s'attaque en particulier aux syndicats, même si ce n'est pas de manière ouverte, car ceux-ci, organismes légaux, donc reconnus par le système, expriment

l'existence des travailleurs sous une forme que le capitalisme est prêt à admettre : celle d'une force calme mais vigilante, pour reprendre l'expression d'un leader syndical connu, d'une force qui admet en retour la pérennité du système. Qui ne voit que les mouvements sauvages démontrent que l'ensemble des travailleurs n'est justement pas cette force calme mais vigilante, c'est-à-dire domestiquée, acceptant de se couler en permanence dans les moules qu'on lui a préparés?

Dès que la lutte répond à des attaques qui semblent toucher certains intérêts que les travailleurs considèrent comme vitaux, l'opposition latente contre les rouages du système s'explique. La masse, dont les militants vous disaient sur tous les tons qu'elle est formée d'amorphes, se réveille... mais pas dans les bras de ses défenseurs patentés. Voilà qu'elle veut s'organiser elle-même, à sa façon, choisir ses délégués sans qu'ils lui soient imposés sur une liste dressée d'avance par d'autres! Si le mouvement est suffisamment puissant, donc déterminé, les défenseurs patentés sont véritablement saisis de vertige, voire de panique. Le délégué syndical qui a passé tant et tant d'années à se dévouer pour secouer et défendre la "masse amorphe" (dévouement qui lui a quand même apporté la satisfaction d'être "reconnu") se voit brusquement réduit à être un travailleur comme les autres. Pis encore, s'il traduit trop ouvertement l'hostilité de son organisation -qui a, comme chacun sait, une stratégie de grande envergure à poursuivre- à ce mouvement sauvage "qui-ne-poursuit-que-de-petits-intérêts-locaux", il se fait huer.

Alors la hargne le saisit au fond de lui-même. Il en vient à considérer comme des ennemis ceux qui luttent, à les accuser d'être manipulés, bref, à reprendre ouvertement tout le discours idéologique du système.

Il est rare toutefois, du moins jusqu'aujourd'hui, car demain cette pratique pour^{rait} bien se généraliser, qu'un syndicat, la CGT pour ne pas la nommer, aille jusqu'à organiser un vote contre les piquets de grève au nom du droit au travail! (Une chose qui n'a été faite jusqu'à présent que par la CFT). On est bien loin de l'époque où le gendre de Marx, P. Laffargue, écrivait le Droit à la Paresse! Et quelle préfiguration ou gouvernement de gauche de demain qui, ne pouvant venir au pouvoir que dans une situation "troublée" aura, la mort dans l'âme, à réprimer! A bon entendeur, salut!

Mais avant d'en arriver à de telles extrémités, que de magouilles, que de tentatives de freiner le mouvement, de le dévoyer sur des chemins que l'on connaît, de le canaliser vers les moules traditionnels, fût-ce au prix de quelques concessions.

Et là on se retrouve, tout en s'empoignant avec eux, avec tous les spécialistes, les militants qui voient, dans chaque grève, l'occasion de jouer un rôle de leader, et, dans toute tribune, le bureau du conseil central de Péetrograd en 1905, quand ce n'est pas un nouveau Yenan, ou le comité des milices antifascistes de Barcelone en 1936!

Car tous ces gens, quelles que soient leurs oppositions, partagent une même conviction: ceux qui luttent ne sont pas véritablement capables de mener leur lutte par eux-mêmes. A la rigueur, certains seraient prêts à leur reconnaître la décision dans l'action et l'organisation, mais c'est pour leur refuser la "conscience de leur lutte" et, a fortiori, l'accès à la théorie et au dégagement des perspectives.

C'est pourquoi les assemblées générales et les comités de grève sont souvent le lieu d'affrontement entre organisations et groupuscules, tous détenteurs de la "vérité politique". Chacun cherche à imposer sa "direction", qu'elle soit effective, "physique" ou idéologique. Cette grève, bien entendu, n'y a pas échappé. D'autres articles s'en sont fait l'écho et ont critiqué ce fait.

Pour des raisons qu'il serait trop long d'étudier ici, il se trouve que le syndicalisme et les groupuscules sont morts dans les milieux d'enseignants du supérieur et de chercheurs (en tous cas, c'est ce qu'on constate à P.VII chez les physiciens), si bien que les assemblées générales de physiciens échappent à ce genre d'affrontements. Mais c'est pour retomber sur un autre type de problème, car on ne se débarrasse pas comme cela des influences du système.

* Même si l'on trouve encore des capitalistes, des patrons, qui continuent de combattre les syndicats. Les patrons modernes pensent tout autrement, témoin Agnelli, le grand patron de Fiat, qui souhaitait, il n'y a pas si longtemps, un syndicat fort, représentant un "interlocuteur valable", en mesure de discuter avec le patronat, de dominer les luttes ouvrières et d'imposer le "respect des accords". Témoin aussi ce membre de P.VII qui trouvait que la CGT avait, elle, au moins, une position "raisonnable" sur les mutations!

59

Dans toute assemblée il y a des "personnalités", des gens qui ont, plus que d'autres la facilité, sinon de parler en public, du moins de ramasser une pensée de manière percutante à un moment donné. Comme tels, ils sont doués d'une certaine influence, d'une certaine puissance. On entend dire parfois qu'ils manipulent. Ce mot ne correspond pas à la réalité dans la mesure où ces "personnalités" ne visent pas à une position de leader affirmé. Mais il est certain que leur présence peut empêcher beaucoup de s'exprimer le plus souvent parce qu'ils expriment ce qu'une fraction de l'assemblée ressent. Ainsi on finit par avoir des "spécialistes" de la prise de parole sur l'autodétermination ou l'autonomie, dont on attend le discours, comme on attend celui du membre de tel ou tel groupuscule. Cet état de fait ne résulte pas seulement de l'action de ces "leaders de fait", mais d'une certaine forme d'apathie des autres participants, qui s'excusent souvent de celle-ci en disant: "parle, tu exprimeras ça mieux que moi". On retrouve de nouveau la caractéristique de la société d'exploitation de s'en remettre aux spécialistes, même pour les choses qui vous concernent directement.

On entend souvent dire: "Ah! le régime d'Assemblée Générale!" Par cette expression désabusée, l'interlocuteur veut ramener les AG à des sortes de parlements, à un magma où, à la fois, décide une masse ignare et dont, par conséquent, il ne peut sortir que des décisions aberrantes et qui, d'autres part, sont manipulées par des malins qui tirent toutes les ficelles.

Les choses sont évidemment moins simples. Sans doute, comme on l'a dit plus haut, certaines AG sont le champ clos où s'affrontent les membres de groupuscules; sans doute aussi y a-t-il des personnalités; sans doute, enfin, y a-t-il des décisions aberrantes de prises; mais là n'est pas le problème. La démocratie directe, c'est comme l'amour, ça s'apprend, directement, sur le tas, si l'on ose dire. Il n'y a pas de recette toute faite qui permette de l'exercer d'un coup, sans problème et efficacement. C'est uniquement une question de pratique. Et, de ce point de vue, mieux vaut une décision collective "aberrante", mais qui conduira à une réflexion commune et, donc, à un progrès général, qu'une décision "correcte" qui suit la ligne juste, imposée par un quelconque leader et adoptée en silence par une assemblée moutonnaire. Mieux vaut aussi une "bêtise" énoncée par quelqu'un qui est entrain de réfléchir sur sa propre situation, qu'une "brillante" construction ou analyse due à un "spécialiste".

Car le problème est justement que chacun se sente et soit réellement responsable et maître de ses actes, que la décision soit véritablement commune, prise après une discussion vraiment collective, où tout un chacun s'exprime (et ainsi pourront s'exprimer les "personnalités" qu'il n'y a aucune raison de "châtrer"), une décision où chacun a la même influence.

Et il n'y a rien d'utopique derrière cette exigence, contrairement à ce que voudraient nous faire croire tous les spécialistes, politiques, syndicaux, patronaux, bureaucrates, ou autres. Car chacun est "compétent" en ce qui le concerne vraiment. De plus, la lutte telle qu'elle se développe aujourd'hui conduit irrésistiblement à cette pratique directe de la démocratie... directe. C'est cela la lutte "révolutionnaire" d'aujourd'hui, et la reprise d'une lutte plus ouverte que l'on peut voir se dessiner, n'est en rien la résurgence de la lutte "révolutionnaire" dont nous parlent tous les gauchistes ou presque, c'est-à-dire un retour à des formes de lutte d'un passé, aujourd'hui bien mort.

Sans doute voit-on dans ces mouvements, aux côtés de ces caractères, certaines exigences qui peuvent être "récupérées" par les organismes du système (exemples: la lutte des Lip qui a abouti à un "aménagement" de la procédure des licenciements; les comités autonomes locaux en Italie qui se sont vu doter d'une existence, et ont été "phagocités" par les organisations syndicales. Remarquons, incidemment, que la forme d'expression que donnent les groupuscules gauchistes à ces exigences facilite souvent leur "récupération"). Mais l'exigence de la démocratie directe et le principe de la révocabilité à tout instant des délégués, principe qui doit être mis en oeuvre, ne le peuvent pas.

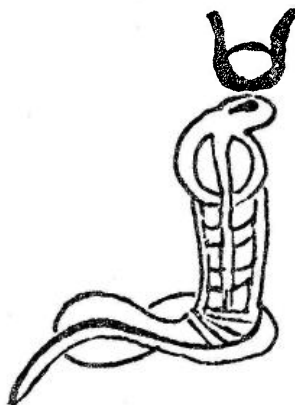
C'est par le canal de cette démocratie directe, par son exercice, d'ailleurs rendu inévitable par le développement des luttes dans l'état actuel du système capitaliste, que se forment les armes et la conscience qui permettront et exigeront l'attaque en face contre le système. C'est son exercice qui créera les conditions favorables à la liaison directe entre travailleurs, liaisons indispensables, où les décisions seront prises en commun, sur un pied d'égalité, par l'intermédiaire d'organismes autonomes ad hoc qui surgiront de la lutte (il en a déjà existé dans des luttes récentes) et dont la seule chose que l'on peut dire, pour l'instant, c'est qu'ils obéiront au même

principe de révocabilité constante des délégués, délégués d'ailleurs désignés pour des tâches précises et limitées dont ils doivent rendre compte précisément (dans cette grève, on peut voir un embryon d'un tel organisme dans la commission fric).

/ De ce point de vue la liaison entre physiciens grévistes et grévistes du personnel administratif n'a pas été, à mon avis, satisfaisante. On a beaucoup plus eu l'impression d'actions juxtaposées que d'actions solidaires communes. Sans doute y a-t-il derrière cet état de fait, la volonté de ne pas "manipuler" l'"autre". Il n'empêche que dans une autre occasion...

Tous ceux qui prétendent que ces liaisons horizontales" sont impossibles ou qu'elles nécessitent l'intervention d'organes détenteurs de la "conception globale", ne visent, consciemment ou non- qu'à restituer la distinction entre dirigeants et dirigés.

D'une certaine manière, il serait certainement plus agréable d'abandonner à des spécialistes bien intentionnés le soin de résoudre ses propres problèmes, mais on doit savoir que, d'abord, la montée des luttes risque de ne pas vous autoriser à choisir cette échappatoire (il faudra s'engager soi-même et à fond) et, ensuite, que cette délégation qui ne "coûte rien" ne changera rien non plus.



Scène Iere et Unique

- I
Eh oui, je le sais bien,
Le sujet est impur.
Pourtant, il faudra bien
Que l'entendre, on endure.
L'ami qui me l'a dit
m'a laissé à entendre
Que ce grave problème
Troublait la Présidence.
Donc voici le dilemme :
N'imposez point silence
Avant que d'avoir lu
Ce modeste poème.
- II
Il était une fois un Président peu tendre
Qui, de ses secrétaires, se voulant faire entendre,
Exigea d'elles un jour, une tenue plus stricte.
Désormais, d'un retard, la minute interdite,
Toutes affaires cessantes, se devait être inscrite.
Sur une feuille volante, qu'une "chéf" très instruite
De tout événement, en tout lieu, à toute heure,
Vérifiait sévèrement, voulant à tout prétendre.
- III
L'Exemple vient de haut.
On le sait, c'est connu.
La Secrétaire en chef
Elle-même fut tenue
D'un coup de plume bref,
D'inscrire à sa convenance
L'Horaire... Qu'ELLE voudrait
Mais de l'inscrire quand même
Tant il est si bien vrai
Que l'on n'est jamais mieux
Servi que par soi-même
- IV
L'ami dont je vous parle est un mauvais sujet.
Qui, sentant que parfois, pris soudain de rejet
Offensant la pudeur mais que nature impose,
A quitter le travail, trop souvent, se dispose.
Cet ami-là; Monsieur, insolente personne,
N'attend point, pour partir, que l'ordre on lui donne.
Il vaque à ses besoins comme si de rien n'était,
A son heure revient, sans rien dire et se tait.
- V
A qui doit-il céder ?
L'Horaire ou la nature ?
Lequel satisfaire ?
Si la nature oblige,
L'Horaire lui, exige !!
Eh ! Mon Dieu, donc ! Que faire ?!
- VI
Aucune explication il ne saurait donner
Sur un horaire passé à ne point travailler.
Pourtant, devrait-il point, se sachant surveillé,
Accomplir ces horreurs après midi sonné ?
Mais le besoin augmente quand avance l'Horaire.
Comme le désir augmente quand l'effet se recule.** (Polyeucte Scène I)
Du moins, le prétend-il, comme cela en a l'air.
Devant rien, dis-je, vraiment, devant rien ne recule,
Devant aucun prétexte, et sans doute pour moins faire.

Le Module enragé(e)

Je viens d'achever la lecture de votre apuscule n°1 consacré à une grève passé sous silence et qui ne me touchant pas, n'avait pour moi, aucun effet. J'ai appris au fil des pages, les motivations fondamentales de cette grève et en ai retiré une plus large vision sur le fonctionnement obscur d'une certaine partie de l'Education Nationale. Ceci dit votre bouquin naturellement partial est très franc, c'est une auto-analyse très poussée, presque une auto-critique par moments et j'en déduis que vous, vous, moi et d'autres devraient y apprendre beaucoup de choses. J'espère seulement que ce bouquin issu d'une grève malheureusement étouffée et stérile n'en restera pas là, et que continuant sur sa lancée (illisible), et son style franc il ne se contentera pas à l'avenir d'analyser une grève mais tous les "problèmes" divers que posent la vie à des jeunes émanant d'un service de socio, il ne peut en être autrement. En conclusion, vous avez peut-être perdu une bataille, mais vous n'avez pas perdu la guerre.

"Il faut travailler, sinon par goût, au moins par désespoir, puisque, tout bien vérifié, travailler est moins ennuyeux que s'amuser

Ch. Baudelaire

Tant que l'Etat existe, pas de libertés, quand regnera la liberté, il n'y aura plus d'Etat

Lenine

Le désordre, c'est l'ordre moins le pouvoir

Leo Ferré

CHRISTIAN

ESSAI SUR UN THÈME CONNU : (SUITE)

- VII Peut-être, direz-vous, d'une attente excédée
 Peut-être a-t-il choisi, pour trancher le dilemme,
 Quoiqu'encore d'un horaire implacable obsédé
 D'aller droit où l'on sait résoudre son problème?
 Non ! répondrai-je, non. Je ne veux savoir point !
 Il se moque de tout, il se moque ! Rien de moins.
 Insolence honteuse ou nature impérieuse
 L'une ou l'autre, un jour, sera, je vous le dis,
 Soumise soit à l'heure, soit à une pointeuse.
- VIII Pour arrêter le cours de ces excès sans borne,
 Je l'ai dit, je le veux ! Je l'ai dit... Je l'ordonne ! :
 Pointeuse un jour viendra !
 Pointeuse Pointera !
 La Morale est facile !
 Entre l'Horaire et nos besoins
 Aux dépens des derniers
 Il nous faudra, dociles,
 De choisir le premier
 Avoir le moindre soin.

L'EVOLUTION D'UN "VIEIL ANARCHISTE LIBERTAIRE"

Vendredi 7 février une succursale^e de "Mercédès" en France sautait joyeusement : 25 millions de dégats.

Le groupe qui revendiquait l'attentat expliqua dans son communiqué que cette action devait alerter l'opinion sur les traitements ignobles infligés aux détenus politiques Allemands (en particulier les copains de Baader qui font grève de la faim et de la soif). Rappelons que ces mêmes détenus ont servi de cobayes pour expériences de privations sensorielles : c'est une méthode de torture très raffinée qui mène en peu de temps le sujet à un état de démence irréversible.

En prenant la firme Mercédès pour cible, les auteurs de l'attentat ont voulu dénoncer la responsabilité du capital dans la liquidation "scientifique" de ceux qui le contestent.

Le même jour à Jussieu des gardiens rapportaient à Herpin, Président de Paris VI, qu'ils avaient vu embarquer du matériel sans utilisation nettement identifiable dans une voiture bien identifiée, elle. Ne faisant ni une ni deux, Herpin qui, dans les salons se vante d'avoir jadis vendu le "libertaire" (sic), téléphone aux flics : bilan = perquisition à Jussieu - Claude Martineau ouvrier à Paris VII inculpé.

MERCI HERPIN ! C'EST PONIA QUI EST CONTENT D'AVOIR DE
SI FIDELES ALLIES PARMIS LES PRESIDENTS D'UNIVERSITE.

à bientôt ...

Voilà, c'est fini pour février. Si vous avez lu le n°I, vous avez peut-être remarqué que des textes qui avaient été annoncés, ne sont pas sortis : c'est pour cause de flemme ou de problèmes techniques. Forts de ce précédent, nous n'annonçons plus rien, sinon la parution du numéro de mars. Envoyez-nous vos textes, dessins, commentaires, venez à nos réunions et vous constaterez de vos yeux le miracle que nous sommes les premiers à avoir opéré depuis l'invention du rouleau de papyrus : nous ne censurons rien !

Pour passer à un tout autre propos, signalons l'existence de notre jeune confrère "Paris 7 Information", où vous pourrez lire notamment un article de Devèze sur la télé : notre sympathique auteur y déplore l'asepsie de "débat entre spécialistes de bonne compagnie". De tels propos insérés dans un journal qui ne semble pas particulièrement virulent (c'est le moins qu'on en puisse dire...), nous ont paru tout à fait savoureux. Du côté asepsie, nous avons noté que les responsables du journal ont réussi à exterminer tous les miasmes de la grève de six semaines, ce qui est une belle performance quand des grévistes subissent encore des retenues de salaire !

Tous nos vœux au "Bénéphyte", journal fait par des étudiants du département Environnement. Nous prions seulement les distributeurs de ne plus brailler sur le parvis qu'ils diffusent le "seul journal indépendant à Paris VII", parce que nous aussi revendiquons hautement cette particularité !

Pour toute correspondance, notre adresse est toujours :

LE MODULE ENRAGÉ : Michèle 24-34, 2^e, porte 07

POSTE 5178



Reproduction libre pour tout le monde, sauf pour le Bureau des Délégués, sous peine de représailles dans le prochain numéro.